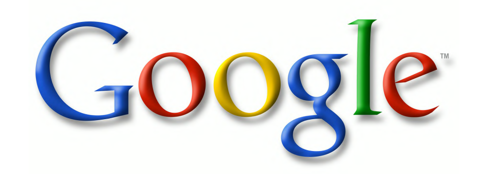








LA GUERRE

DE

L'INDÉPENDANCE EN AMÉRIQUE

JUSQU'À 1783

PAR

M. A. MOIREAU

EDITED AND ANNOTATED

BY

ALPHONSE N. VAN DAELL

PROFESSOR OF MODERN LANGUAGES IN THE
MASS. INSTITUTE OF TECHNOLOGY

BOSTON, U.S.A.
GINN & COMPANY, PUBLISHERS
The Athenæum Press
1897

PREFACE.

In 1893 the distinguished French historians Ernest Lavisse and Eugène Rambaud began the publication of a general history since the year 395 A.D. They called to their assistance a large staff of competent contributors. This great work has now reached the beginning of the nineteenth century (nine volumes), and it is safe to say that it will remain one of the historical monuments in the French language. The writers have not given new points of view, nor brought to light facts previously unknown, but they have made a wider circle of interested readers acquainted with the most exact and recent researches of special students. Some parts, at least, of such a work should find place in the American schools and colleges.

While the Revolutionary struggle lasted, and even to a certain extent during La Fayette's life, the French influences which helped the states to form a nation were appreciated; but sometimes it has seemed to me that the present tendency in many minds is to ignore altogether the powerful current of the eighteenth century in France which has done so much in directing the feelings of Americans like Paine, Jefferson, Franklin, and their contemporaries. It would be an interesting study to compare the Declara-

tion of Independence and the Constitution of the United States with Rousseau's "Contrat Social," for example, and mark the parallelisms which are visible even on a very cursory reading.

The growth of legends diverging both from truth and justice has been going on directly and indirectly under English influence. It is natural that Americans should ever turn with love toward the mother country to which they are bound by so many hallowed remembrances; but it may be useful to remind some of them that they must guard against unconscious influences, the strongest of which is undoubtedly the community of language and literature.

These thoughts have come to me after reading some American judgments of Beaumarchais, and notably that of M. Charles J. Stillé, of Philadelphia, who tells us: "And for his (Beaumarchais') aid to America in the hour of her sorest need, whatever may have been his motive or however questionable may have been some of his proceedings, we should never cease to be profoundly grateful."

Let us drop the question of Beaumarchais' motives; it is idle to discuss the inner workings of the heart when it is difficult enough to get at the facts. Undoubtedly, Beaumarchais did render services to America at some risk of his life and at the very great risk of his fortune. Should this not have been a sufficient reason for omitting an aspersion like the following taken from M. Stillé's monograph: "He (Beaumarchais) had been condemned by the Parlement de Paris * to an infamous punishment for having produced in

* *Parlement de Paris*, the Court of Justice of Paris.

one of these lawsuits a receipt or discharge of a debt which that court had pronounced supposititious," when history and the memoirs of the time tell us also by what intrigues, by what terrible abuse of power, this condemnation was obtained, how public opinion reversed the decision of the judges and soon after destroyed the corrupt tribunal which had sold justice at the bidding of the rich and powerful?

An acquaintance with facts drawn from French sources would have modified the writer's views about Beaumarchais, as it would those of any fair-minded man.

I believe, then, that this short narrative may render service, not only to students of French, but also to young students of history, by making them acquainted with a point of view different from their own, but deserving to be taken in serious consideration.

ALPHONSE N. VAN DAELL.

CAMBRIDGE, November 2, 1897.

LA GUERRE

DE

L'INDÉPENDANCE EN AMÉRIQUE.



I. L'AMÉRIQUE DEPUIS LE TRAITÉ D'UTRECHT.*

DÉVELOPPEMENT RAPIDE DES COLONIES ANGLAISES DE 1713 À 1750. — À l'époque de la conclusion de la paix d'Utrecht (1713), la population totale des colonies anglaises s'élevait à quatre cent cinquante mille habitants, dont quatre cent mille blancs et cinquante mille noirs. Le Canada ne faisait aucun progrès, ou du moins son développement était très lent. Il n'y avait pas plus de vingt mille à trente mille Français établis dans toute la vallée du Saint-Laurent, sur les côtes découpées † du nord-est du continent, sur les rives des grands lacs de l'ouest, dans les stations et missions disséminées à travers l'immense bassin du Mississippi jusqu'à l'établissement naissant de la Louisiane. La disproportion

* The Peace of Utrecht (Holland) was concluded on the 11th of April, 1713. It made an end to the War of the Spanish Succession between Louis XIV on the one side and the German Empire and England on the other; although the special negotiations with Germany were concluded only at Rastadt and Baden in 1714. The Protestant succession in England was recognized; she received Gibraltar and Minorca from Spain. This treaty developed the English power at sea. Spain and Austria (the German Empire) were reconciled in 1725 only, by the Treaty of Vienna.

† *découpées*, indented.

des forces était déjà considérable entre les deux colonisations destinées à se disputer la possession exclusive de l'Amérique septentrionale. On pouvait même douter que le Canada fût en état de lutter contre le seul groupe des établissements de la Nouvelle-Angleterre, qui comptait cent soixante mille habitants.

Cette inégalité, déjà si forte en 1715, le devint plus encore au milieu du dix-huitième siècle, alors que les colonies anglaises, après une longue enfance, firent tout à coup d'étonnants progrès en richesse et en population. La colonie du Canada, entre 1745 et 1750, reçut à peine un accroissement de vingt à vingt-cinq mille habitants, tandis que la population totale des colonies britaniques passait, de quatre cent cinquante mille en 1715, à un million en 1740, à un million et demi (dont il est vrai trois cent mille noirs) en 1755.

L'Angleterre possédait donc, vers 1750, au delà de l'Atlantique, un véritable empire colonial. Les treize colonies, qui devaient, vingt-cinq ans plus tard, s'unir pour leur affranchissement, occupaient toute la côte, sans solution de continuité, du Kennebec au nord à la rivière Sainte-Marie au sud. Les trois établissements les plus puissants et les plus riches étaient la Virginie, le Massachusetts et la Pensylvanie; les plus faibles, le Delaware et la Géorgie, celle-ci tout récemment fondée (1732). Ces groupes de population différaient entre eux par le climat, le genre des cultures, l'origine des populations, les croyances, les conditions d'existence. Le climat du nord était propice à la multiplication des petites fermes, celui du sud au régime des grandes plantations. Le travail libre, personnel, dans le nord, pouvait seul arracher à la terre un produit dont on pût vivre. Dès le début de la colonisation, le travail des noirs parut, dans le sud, une condition indispensable de cès. L'esprit d'aventure et la défaite de la royauté

peuplèrent la Virginie; le Maryland fut d'abord un refuge pour les catholiques; la persécution des puritains créa les républiques de la Nouvelle-Angleterre. Les quakers importèrent en Pensylvanie l'esprit pondéré, les tendances humanitaires, les mœurs simples, le sens des affaires. Le commerce fut la raison d'être du New-York,* qui garda longtemps la marque hollandaise et ne l'a pas perdue complètement encore. Dans les autres colonies, les différences d'origine étaient moins tranchées, les races plus mélangées. Les Allemands colonisèrent l'*hinterland*,† les hautes vallées de l'Hudson, de la Juniata, du Potomac, les plateaux des Carolines. Les presbytériens d'Écosse et d'Irlande étaient disséminés partout. Il y eut des calvinistes de France dans les États du sud et dans le New-York. C'est dans la Nouvelle-Angleterre que la race, durant deux cents ans, subit le moins d'altération du dehors, et cette race devint dès la fin du dix-huitième siècle très envahissante; du temps même de Berkley, les puritains étaient nombreux en Virginie.

COMMENCEMENT D'UNE HISTOIRE GÉNÉRALE DE CES COLONIES. — Les mœurs et les institutions étaient démocratiques dans la Nouvelle-Angleterre et en Pensylvanie, aristocratiques dans le haut pays du New-York et dans les colonies du sud. Une certaine uniformité s'était pourtant établie dans l'organisation politique. Il ne restait plus que deux colonies appartenant à des propriétaires, le Maryland et la Pensylvanie, et deux ayant le droit de nommer elles-mêmes leurs gouverneurs, conservant par conséquent leur autonomie avec leur charte, le Connecticut et le Rhode-

* *New-York* preceded by the definite article *le* (*du* = *de* + *le*) refers to the state.

† *hinterland.* A German expression recently adopted in French, English, etc., to designate the land back of a coast, of which it is supposed to be a natural dependency.

Island. Toutes les autres étaient des provinces royales, où l'autorité de la couronne était représentée par un gouverneur et un conseil. Toutes possédaient des assemblées élues par la population, votant les taxes, et faisant des lois soumises à la sanction du pouvoir métropolitain.

L'histoire intérieure des colonies, au dix-huitième siècle, est à peu près exclusivement faite des démêlés entre les assemblées coloniales et les gouverneurs royaux, aussi bien dans les établissements du sud, où elles étaient aux mains des grands planteurs, que dans celles du nord, où la représentation était plus populaire. Jusqu'en 1750 cependant, les rapports des colonies entre elles étaient peu fréquents, et si les Anglais chez eux employaient le terme "Américains" pour désigner les colons, ceux-ci ne s'en servaient point pour se désigner eux-mêmes. Il commença à n'en être plus ainsi après 1750, sous la double influence du développement rapide de la population et des efforts communs que durent faire les treize provinces pour lutter contre la colonisation française. Alors commence une histoire générale des établissements anglais d'Amérique.

État Social et Intellectuel. — À cette époque, quelques industries s'étaient fondées dans le nord; les marins de la Nouvelle-Angleterre étaient engagés dans un commerce actif de cabotage, et des bateaux de Boston trafiquaient avec les Indes Occidentales et même avec quelques pays d'Europe. L'agriculture cependant restait la principale occupation. Le riz et l'indigo étaient encore les productions maîtresses des trois colonies du sud, le tabac et le maïs celles de la Virginie et du Maryland. Le *code noir* sévissait dans toute sa rigueur à Charleston, avec moins de rudesse dans la région du Potomac; des voix, bien timides, s'élevaient en Pensylvanie contre l'esclavage. Les provinces septentrionales possédaient un système encore informe d'écoles publiques pour l'enseignement primaire;

l'éducation, très négligée au sud de la Pensylvanie, faisait au contraire de grands progrès dans cette province, grâce aux efforts de Benjamin Franklin, dont le nom devenait familier au monde de la science en tout pays par ses expériences d'électricité, qui datent de 1751. Des centres importants d'instruction supérieure avaient été fondés sur divers points: collège Harvard (1636) à Cambridge (Massachusetts); collège William and Mary (1692) à Williamsburg (Virginie); collège de Yale (1701–1716) à Saybrook d'abord, puis à New-Haven (Connecticut); King's College (plus tard Columbia College) à New-York (1744). L'Académie de Philadelphie et le collège de Princeton (New-Jersey) furent institués en 1755 et 1757.

La Colonisation au Canada; La Louisiane. — Ce qui pouvait faire illusion sur les chances de succès de la domination française dans l'Amérique du Nord, dans une lutte éventuelle contre l'empire colonial britannique en voie de formation, c'est l'immensité des territoires occupés, au moins nominalement, par les colons français, comparée à l'étroitesse de la bande côtière où s'étageaient les treize colonies anglaises, enfermées entre la mer et les monts Alleghanys. Un historien yankee fait remarquer que presque tout le romanesque de l'histoire coloniale américaine a son origine dans les établissements français. Grâce à ses missionnaires et à ses aventuriers, la France a donné leur nom au Mississippi comme au Saint-Laurent, aux Carolines comme à la Louisiane, aux Iroquois sur le lac Ontario, aux Gros-Ventres sur le flanc occidental des Montagnes Rocheuses, au "portage," * à la "prairie."

Le Canadien d'Iberville avait repris la tâche de Cavelier

* *portage* = a break in a chain of water-communication over which boats, goods, etc., have to be carried, as from one lake, river, or canal to another, or along the banks of rivers, sounds, waterfalls, rapids, or the like. (*Century Dictionary.*)

de La Salle, mort assassiné en 1687 dans les déserts du Texas. Plus heureux que lui, d'Iberville retrouva l'embouchure du fleuve (1699) et fonda le petit établissement de Biloxi, bientôt abandonné pour celui de Mobile (1702). Dès lors missionnaires et marchands remontèrent et descendirent le Mississippi, explorant les rives, fondant ça et là quelques établissements, depuis Détroit sur les lacs et Kaskaskia sur l'Illinois jusqu'au fort Rosalie chez les Natchez. Cependant la Louisiane (et on entendait sous ce nom toute la vallée du Mississippi) ne comptait encore que trois cents habitants blancs, lorsqu'elle fut concédée par le gouvernement français (1712), avec un monopole commercial, à Crozat, qui ne réussit pas. Elle en avait sept cents lorsque la concession passa à la Compagnie d'Occident que dirigeait le financier Law,* et qui envoya quelques milliers de colons. Bienville, gouverneur, fonda la Nouvelle-Orléans (1718). Les Natchez, hostiles, furent détruits (1732), et la paix conclue avec les Chickasaws (1740).

GUERRE ANGLO-ESPAGNOLE (1738–1740).—Au traité d'Utrecht (1713) l'Espagne avait dû céder à une compagnie anglaise l'*asiento* † ou monopole de l'introduction des noirs d'Afrique dans les colonies espagnoles et le vaisseau dit de *permission*.[1]

L'*asiento* servit aux Anglais à ouvrir un vaste commerce de contrebande, où le mélange d'aventures dangereuses et

* *Law, John*, notorious financier, born in Edinburgh in 1671. He came to Paris, obtained the good graces of the Regent Philip of Orleans, founded a bank and the Company of the Mississippi (1716), by the means of which he pretended to pay within a short time the state debt of France, besides giving the shareholders enormous profits. The shares were soon sold for twenty times their face value, when the bubble burst. Law was pursued, fled to Belgium, then to Venice, where he died in 1729. He is the author of a book on money and bank notes.

† *asiento* (Spanish), treaty, *i.e.*, the treaty right to import slaves.

de perspectives de grands bénéfices attira les derniers survivants des boucaniers, flibustiers et pirates de toutes catégories qui avaient si longtemps infesté les mers des Antilles. Les agents de l'*asiento*, nommés par le gouvernement anglais, avaient le droit d'entrer dans les ports de l'Amérique espagnole et d'y installer des magasins; la compagnie envoyait chaque année aux Antilles un navire de cinq cents tonnes, le vaisseau de *permission*, chargé de marchandises qui entraient à Porto-Bello, libres de tous droits, pour y être vendues à la foire annuelle, les produits de la vente devant être transportés directement d'Amérique en Europe par navires anglais, en lingots d'or ou d'argent ou en denrées du pays. Ce privilège ouvrait la porte à un commerce interlope que favorisa le gouvernement anglais, sans songer au coup qu'il portait lui-même aux principes de sa propre politique coloniale. Lorsque les infractions systématiques à la lettre du traité devinrent trop impudentes, la cour de Madrid fit quelques tentatives pour les réprimer. Elle dénonça la convention de l'*asiento* et envoya dans le golfe du Mexique une flotille de petits bâtiments de guerre. Des contrebandiers furent pris et sévèrement traités. Le récit de ces exécutions (les "oreilles de Jenkins"), colporté, grossi de mille exagérations, dans toutes les parties de l'empire britannique, y ravivait la haine contre les Espagnols, qui ne s'était jamais complètement éteinte depuis les temps de Philippe II. En 1738, bien que le gouvernement anglais fût de tempérament très pacifique, les clameurs des marchands et de la foule forcèrent Walpole à déclarer la guerre à l'Espagne. Walpole envoya Anson ravager la côte du Pacifique et l'amiral Vernon s'emparer de Porto-Bello et de Chagres, les deux dépôts sur l'Atlantique (isthme de Panama) des marchandises à destination des possessions espagnoles sur le Pacifique. Une flotte de renfort, commandée par Cathcart, la plus considérable qu'on eût encore

vue dans les Indes Occidentales, alla rejoindre Vernon.[2] Douze mille hommes bloquèrent Carthagène (1740). La fièvre jaune et des dissensions entre les chefs firent échouer l'expédition. Cette guerre, où l'Angleterre s'était précipitée par cupidité, ne lui valut, à la paix générale d'Aix-la-Chapelle, que la reprise pour quatre années du privilège de l'*asiento* et du vaisseau de permission.

L'AMÉRIQUE MÊLÉE DE NOUVEAU AUX GUERRES D'EUROPE. — Toujours peu nombreux, les Français avaient des visées de plus en plus ambitieuses. Délaissant les immenses solitudes inconnues et inhospitalières à l'ouest du Mississippi, sur lesquelles l'Espagne, maîtresse du Mexique, revendiquait un droit vague de propriété, ils rêvaient d'occuper la vallée si fertile et si riche de l'Ohio et tout le pays compris entre cette rivière et les lacs. C'est là qu'ils allaient se heurter aux colons anglais qui, après 1748, commencèrent à franchir les Alleghanys.

Anglais et Français s'étaient déjà battus en Amérique, de 1689 à 1713; les colons des Carolines et de la Géorgie se rencontrèrent plus tard, les armes à la main, en de fréquents petits combats, avec les Espagnols de la Floride; un régiment colonial prit part, on vient de le voir, à l'expédition des Anglais contre Carthagène (1740). Lorsqu'éclata une nouvelle guerre européenne (1741), les gens du Saint-Laurent et ceux de la Nouvelle-Angleterre et du New-York se trouvèrent encore une fois engagés dans la mêlée, comme s'ils avaient quelque intérêt dans la question de la succession d'Autriche. Des troupes de la Nouvelle-Angleterre, avec l'aide d'une escadre de la métropole, assiégèrent Louisbourg, capitale de l'île du Cap-Breton. La place se rendit en juin 1745. Une flotte française envoyée au secours des Canadiens fut dispersée par la tempête. À la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), l'île du Cap-Breton et sa forteresse Louisbourg furent, au grand désappointement

du Massachusetts et des autres colonies du nord-est, restituées à la France, qui obtint en outre les petites îles de Saint-Pierre et Miquelon, au sud de Terre-Neuve.

INFÉRIORITÉ NUMÉRIQUE DES CANADIENS. — La chute de Louisbourg devant les contingents du Massachusetts et du Connecticut avertit les Canadiens du péril où les exposait leur petit nombre, et fit en même temps comprendre à tous les Français de la métropole qui s'intéressaient à cette possession lointaine tenue par une poignée de défenseurs, que le moment était proche où la lutte pour la possession de l'Amérique du Nord allait éclater, définitive, sans merci, entre la France et l'Angleterre. Contre les un million deux cent mille blancs des colonies anglaises le Canada proprement dit, en 1755, avait à peine soixante mille habitants, l'île du Cap-Breton dix mille, les établissements au sud-est du Saint-Laurent, peut-être dix mille encore, la Louisiane quelque milliers. Cette infériorité du nombre assurait déjà la défaite, s'il n'était tenté par la royauté française, pour sauver le Canada, un effort énergique et suivi. Cet effort ne fut pas fait.

LA LUTTE POUR LA VALLÉE DE L'OHIO (1754–1758). — C'est sur le versant occidental des Alleghanys, dans la vallée d'une des branches supérieures de l'Ohio, qu'eut lieu le premier choc, entre un parti de Français, envoyé par le gouverneur du Canada, Duquesne, pour prendre possession du pays, et un détachement de Virginiens, que commandait George Washington, alors âgé de vingt-deux ans. Jumonville, le chef de la petite troupe française, fut tué.[8] Attaqué à son tour par des forces supérieures, le jeune officier virginien dut capituler et repasser les montagnes (1754). Les Français se trouvèrent maîtres momentanément de la vallée de l'Ohio.

L'Angleterre résolut non seulement de les chasser de cette vallée, mais de leur disputer encore les grands lacs et

le Saint-Laurent, et d'en finir, par la conquête du Canada, avec une menace permanente pour ses établissements. Elle voulut d'ailleurs associer ses colons aux efforts qu'elle allait entreprendre pour leur sécurité. Les gouverneurs reçurent des instructions dans ce sens, et mirent les assemblées en demeure de voter des fonds et d'ordonner les levées d'hommes requises. Des délégués de ces assemblées se réunirent à Albany pour établir la répartition des sacrifices demandés. C'est dans cette réunion (1754) que Franklin proposa un projet de confédération, auquel il ne fut donné aucune suite immédiate, mais qui était le germe du futur congrès continental.

La première campagne (1755) tourna mal pour les Anglo-Américains. Le baron Dieskau put arriver de France avec quatre mille hommes. Le général anglais Braddock marcha sur le fort Duquesne (Pittsburg), élevé par les Français au confluent de l'Alleghany et du Monongahela; mais il périt avec une grande partie de ses troupes dans un combat de surprise contre un corps de Français et d'Indiens. La même année eut lieu l'odieuse dispersion des colons neutres de l'Acadie occidentale, chantée par Longfellow (Évangeline), et Dieskau fut battu et tué à Crown-Point, sur le lac George. Les Anglais ne surent point profiter de cette victoire et laissèrent les Français fortifier Ticonderoga au sud du lac Champlain. La défaite de Braddock avait découvert les frontières de la Virginie, du Maryland et de la Pensylvanie; les Indiens vinrent exercer leurs ravages jusque dans les vallées de la Shenandoah et de la Juniata.

Cependant la guerre avait éclaté en Europe; la cour de Versailles * oublia la colonie perdue dans les glaces du con-

* The French Court had resided in Versailles since the days of Louis XIV, who disliked Paris on account of his experiences as a child, when he was compelled during the trouble of the "Fronde" to flee with his mother before the mob.

tinent boréal américain. Montcalm et Vaudreuil, successeurs de Dieskau et de Duquesne, réduits aux seules ressources locales pour tenir tête aux colons anglais soutenus énergiquement par leur métropole, s'en tirèrent d'abord avec éclat. Malgré l'arrivée de nombreux régiments commandés par Abercrombie et Loudon, Montcalm prit Oswego, sur le lac Ontario (1756). La chute de cette place produisit chez les Américains le même effet de terreur qu'avait fait l'année précédente la défaite de Braddock. Les généraux anglais n'osèrent attaquer Crown-Point et Ticonderoga. L'année suivante (1757), Loudon parut devant Louisbourg avec douze mille hommes et quatre vaisseaux, mais se retira sans rien tenter. Pendant ce temps, Montcalm, qui s'était concilié les Iroquois, enlevait le fort William Henry sur le lac George. À la fin de cette compagne, les Français étaient encore en possession de tout le territoire contesté.

Conquête du Canada par les Anglais (1758–1760). — Ce n'était qu'une apparence. Tandis que le Canada épuisait ses faibles ressources non renouvelées par la métropole, en Angleterre le sentiment populaire amenait Pitt au pouvoir. Sous son impulsion, les troupes coloniales et métropolitaines allaient écraser de leur masse les derniers défenseurs du Canada.

Pitt demanda vingt mille hommes aux colonies pour 1757, et confia en outre près de vingt-cinq mille réguliers à Abercrombie, puis à Amherst, successeur du trop prudent Loudon. Abercrombie perdit deux mille hommes dans un assaut infructueux contre Ticonderoga (8 juillet 1758), mais Amherst, avec l'escadre de Boscawen, fit capituler Louisbourg (25 juillet). Un détachement anglais surprit et détruisit le fort Frontenac (Kingston), et Forbes, après une marche des plus pénibles à travers les Alleghanys, s'empara du fort Duquesne, devant lequel avait succombé Braddock. Les Français, débusqués de toutes leurs posi-

tions avancées, étaient refoulés dans le Canada. Les colons et les Anglais les y poursuivirent l'année suivante (1759), ayant mis pour cette campagne plus de cinquante mille hommes sous les armes. Quatre armées, sous les ordres de Prideaux, Stanwix, Amherst et Wolfe, convergèrent sur Montréal et Québec. Montcalm ordonna une levée en masse et réunit toutes ses forces disponibles sous les murs de Québec. Là vint le trouver Wolfe, arrivé le premier au rendez-vous. Les deux adversaires s'observèrent de juin à septembre: dans le combat final, sur le plateau d'Abraham, tous deux furent frappés mortellement (13 septembre). La victoire était aux Anglais; Québec leur ouvrit ses portes le 18. Vaudreuil put cependant se retirer avec les débris de l'armée à Montréal, où il ne fut pas attaqué. Au commencement de 1760, il fit une tentative pour reprendre Québec, battit Murray à Sillery, le rejeta dans la ville et l'y assiégea, mais manqua de persévérance et ne rentra à Montréal que pour y capituler (8 septembre) devant trois armées (Amherst, Murray et Haviland). Une escadre française pénétra quelque temps après dans le Saint-Laurent, mais fut détruite.

Traité de Paris (1763). — Dès lors le nom de Nouvelle-France fut irrévocablement effacé de la carte de l'Amérique du Nord. Le traité de Paris (1763) abandonna aux Anglais tout le Canada, les îles du golfe Saint-Laurent, l'Acadie française, les prétentions sur la vallée de l'Ohio et toute la Louisiane (moins la Nouvelle-Orléans) à l'est du Mississippi). La France ne conservait de son immense domaine que les îlots de Saint-Pierre et Miquelon. Elle cédait en effet d'autre part à l'Espagne la Nouvelle-Orléans avec toute la Louisiane à l'ouest du Mississippi, en dédommagement de la perte de la Floride, abandonnée à l'Angleterre. Toute la partie du continent de l'Amérique du Nord située à l'est du Mississippi appartenait maintenant à la Grande-

Bretagne, qui répartit ses nouvelles acquisitions en trois provinces : Floride orientale, Floride occidentale, Québec. Les Français se résignèrent d'autant plus aisément à la domination anglaise, que la capitulation de Montréal leur garantit leurs propriétés, leurs coutumes juridiques et la liberté religieuse.

Ce duel de deux peuples eut son épilogue chez les indigènes d'Amérique. Les Peaux-Rouges avaient pris une part furieuse à la lutte, il leur semblait qu'ils travaillaient à l'extermination des blancs; ils ne purent se calmer aussi promptement que les civilisés. La guerre de Pontiac, chef de l'insurrection contre les colonies anglo-américaines, mit en péril un instant Pittsburg et Détroit. Mais une série d'échecs brisa la confédération indienne; la mort de Pontiac (1764) mit fin aux hostilités.

II. LES COLONIES ANGLAISES ET LA MÉTROPOLE.

ASSEMBLÉES ET GOUVERNEURS. — Lorsque les treize colonies qui avaient pris part à la guerre contre les Français se retrouvèrent, délivrées d'un voisinage dangereux, en tête à tête avec la métropole, le désaccord ne tarda pas à éclater. La faute en fut à la fois aux hommes et aux circonstances. Les gouvernants d'Angleterre, George III et ses ministres, les Bute, Grenville et North, faibles successeurs de Pitt, conçurent à l'égard de l'Amérique des projets attestant une médiocre intelligence des conditions nouvelles où une guerre soutenue en commun venait de placer les établissements qui y avaient contribué en hommes et en argent. Montcalm avait, dit-on, prédit que, si la France perdait le Canada, l'Amérique, dix ans plus tard, se révolterait contre l'Angleterre. La prédiction allait se réaliser.

Les luttes entre les Assemblées et les gouverneurs royaux recommencèrent, plus violentes, après la victoire, lorsque

tout souci extérieur eut disparu. Les questions de taxes et d'émoluments des fonctionnaires jouaient le principal rôle dans ces conflits. Les colons invoquaient le principe de la constitution anglaise que nul n'est tenu de se soumettre à des impôts non votés par ses représentants. Les tentatives constamment renouvelées par la couronne pour contraindre les colonies à constituer une liste civile permanente à ses agents furent une des raisons déterminantes du mouvement révolutionnaire de 1775.

LES "LOIS DE NAVIGATION." — D'autre part le gouvernement de la métropole prenait à tâche d'entraver le développement commercial et d'étouffer tout essor industriel en Amérique. C'était le système colonial de l'époque; les possessions exotiques devaient être exploitées au profit de la mère patrie; la grandeur maritime et commerciale de la Grande-Bretagne reposait sur l'exclusion des colonies de toute participation aux profits du trafic maritime. De là le célèbre *Act of Navigation*, édicté par Cromwell, renouvelé sous le gouvernement de Charles II et complété par d'autres stipulations dont l'ensemble constitua les "Lois de navigation," source constante d'irritation entre les colonies et la métropole. Ces lois édictaient que toute importation de marchandises européennes en Amérique eût l'Angleterre pour lieu d'origine, et que les produits naturels des établissements ne fussent exportés qu'à destination de l'Angleterre. Les transports ne pouvaient être effectués que par des navires anglais. De telles clauses, prises à la lettre, eussent empêché tout trafic international, ce qui ne pouvait se faire.[4] Mais elles conduisirent à l'établissement de douanes royales dans les principaux ports d'Amérique, administrées par des fonctionnaires de la mère patrie, à la disposition desquels le gouvernement anglais entretenait, dans les eaux coloniales, une force navale pour la répres-de la contrebande.

Développement de l'Autorité du Parlement dans les Colonies. — Un peu avant la fin du dix-septième siècle fut constitué à Londres, sous le nom de Bureau du Commerce (*Board of Trade*), un comité composé d'un président et de sept membres, "the Lords of Trade," auquel fut délégué le contrôle sur toutes les affaires américaines, avec la tâche expresse de soutenir les prérogatives de la couronne et du parlement ainsi que les intérêts de la classe commerciale anglaise contre les empiétements politiques des gouvernements coloniaux et les infractions du commerce des colons aux lois de navigation. C'est du "Board of Trade" qu'émana l'inspiration de toutes les mesures restrictives imposées à l'industrie des provinces d'Amérique au dix-septième siècle, comme l'essai d'interdiction de fabriquer des outils en fer, ou de transporter d'une province à l'autre des chapeaux manufacturés dans le pays. Des droits furent établis à l'importation des sucres et des vins, à l'exportation des bois. Le nombre des fonctionnaires de la douane fut augmenté ; la métropole établit des cours de vice-amirauté pour juger, sans jury, les procès fiscaux que multipliait une contrebande formidable ;[5] par l'action du "Board of Trade," l'autorité du parlement intervint de plus en plus dans les affaires des colonies, créant un système de postes royales, interdisant des émissions de papier-monnaie, établissant une loi uniforme de naturalisation. De telles mesures n'avaient rien d'oppressif, et si les colons protestaient pratiquement contre les restrictions commerciales en les éludant chaque jour avec plus d'audace, ils ne songeaient point à contester à la métropole son juste droit de les établir. Mais le parlement n'avait pas encore, avant la guerre contre les Français, tenté d'exercer le droit, auquel il prétendait, d'*imposer aux colonies des taxes directes* dites intérieures par opposition aux impôts de douane que l'on désignait sous le nom de taxes extérieures.[6]

L'"Act" du Timbre; Congrès de New-York (1765). — Cette prérogative, les ministres de George III résolurent, après la guerre, de l'exercer, afin de faire supporter aux colonies leur part des charges que l'Angleterre avait encourues pour la conquête du Canada. L'essai fut tenté en 1765 par le célèbre "*Act*" du timbre, que le Parlement vota, comme une affaire sans conséquence, après un insignifiant débat. L'établissement du nouvel impôt se rattachait cependant à tout un système élaboré par le "Board of Trade," et qui comprenait, avec une application plus rigoureuse des lois de navigation, une répression sévère de la contrebande, et l'envoi de garnisons permanentes dans les principales villes; toutes mesures réclamées avec insistance par les gouverneurs, dont les rapports ne tarissaient pas en plaintes sur l'esprit factieux de la plupart des assemblées coloniales.

Benjamin Franklin était, à cette époque, l'agent à Londres de plusieurs des colonies; il avertit les ministres du péril que ferait naître l'adoption de ce plan de subordination, les avisant que jamais les colons ne renonceraient au droit qu'ils pensaient tenir de leur seule qualité de sujets anglais, de n'être taxés que par leurs propres représentants; or les colonies n'étaient point représentées au Parlement. Ses observations ne furent point écoutées. Lorsque les gouverneurs royaux voulurent procéder en Amérique à l'application de l'impôt du timbre, les chefs de l'opposition locale organisèrent partout une agitation populaire. Des émeutes éclatèrent à Boston et à New-York. L'assemblée de Virginie protesta.[7] Des associations patriotiques, sous le nom de "Fils de la liberté," se formèrent dans les provinces. Sur une invitation de l'assemblée du Massachusetts, les délégués de neuf des colonies se réunirent en congrès à New-York pour délibérer sur la situation (octobre 1765); ils rédigèrent une pétition au roi et au parlement, ainsi qu'un exposé des [illegible] et des griefs des colonies.

La Phase Juridique de la Révolution (1765–1773).— Tel fut le début de la lutte entre les Anglo-Américains et la métropole. Les huit années suivantes (1765–1773), pendant lesquelles le conflit ne sortit pas du terrain juridique, constituent la première phase de l'évolution qui transforma des établissements coloniaux en une nation indépendante. Les principaux "leaders" du mouvement furent Samuel Adams et Warren dans la Nouvelle-Angleterre, Sears à New-York, Patrick Henry en Virginie; un peu plus tard, John Adams, Washington, Jefferson. Franklin fut comme le représentant officiel,* en Angleterre d'abord, plus tard en France, du nouvel esprit américain. Le branle révolutionnaire fut donné par les avocats. Depuis le milieu du siècle, le développement des lumières, l'habitude des assemblées, quelques procès retentissants,[8] avaient poussé au premier rang des forces sociales deux professions jusque-là peu cultivées, mais appelées à jouer bientôt un rôle prépondérant dans les destinées de l'Amérique, les écrivains politiques et les gens de loi. Ce sont eux qui menèrent la campagne d'opposition contre les gouverneurs, et qui, à l'occasion de l'impôt sur le timbre, prirent la direction de la résistance légale aux prétentions autoritaires de la métropole. Patrick Henry, George Mason, Jefferson, Wythe, étaient des membres du barreau virginien.

Les Loyalistes. — La masse de la population se montra d'abord assez indifférente; les agitateurs durent se donner beaucoup de peine pour stimuler un zèle patriotique, qui resta longtemps superficiel. Malgré les comités de correspondance et les associations contre l'importation de marchandises anglaises, malgré la flétrissure que les libéraux s'efforcèrent d'attacher à l'épithète de "tories" dont les tièdes se virent affublés, les tièdes restèrent fort nombreux, surtout au centre, dans le New-York, le New-Jersey, la Pen-

* *comme le représentant officiel*, a kind of official representative.

sylvanie et dans les Carolines. Même dans la Nouvelle-Angleterre et dans la Virginie, sans lesquelles la révolution n'eût pas eu lieu, un fort parti royaliste entrava obstinément les efforts des révolutionnaires. Ce n'est que sous la pression des circonstances et avec une répugnance manifeste, que la majorité des colons accepta l'idée d'une rupture définitive avec la métropole. Les esprit modérés, parmi les patriotes, espérèrent jusqu'au dernier moment une réconciliation. Quelques-uns y travaillèrent encore après que la poudre avait déjà parlé. Des historiens anglais, Lecky notamment, ont mis en relief cet aspect de la révolution américaine, étudiée dans ses préliminaires. Les "tories," si violemment flétris dans les écrits dithyrambiques de l'école de Bancroft, ont été défendus avec énergie dans nombre d'ouvrages, leur apologie a été présentée avec éclat devant l'opinion publique. L'histoire ne doit pas les accabler, bien que les faits aient donné raison aux auteurs de la proclamation de 1776, d'où sont sortis les États-Unis du dix-neuvième siècle.

Le Gouvernement et l'Opposition en Angleterre. — Les démêlés du gouvernement avec les colonies intéressaient peu l'opinion publique en Angleterre, où l'attention était toute aux affaires intérieures. George III ne doutait pas qu'un peu de fermeté ne triomphât de manifestations qu'il jugeait, assez naturellement, séditieuses. Les ministres, soutenus par une forte majorité dans les deux Chambres, avaient le devoir de réprimer d'évidents symptômes de rébellion. Il y avait toutefois dans la Chambre des Communes une minorité libérale disposée à s'enflammer pour les droits coloniaux. Fox et ses amis déclaraient que la cause américaine était la cause de la liberté ; Burke et Pitt exaltèrent en de magnifiques discours les patriotes américains. Les "whigs" souhaitaient ouvertement l'insuccès de la tentative du roi et des amis de la prérogative pour taxer colonies. Beaucoup persistèrent dans cette attitude,

même après que les Américains eurent passé de la résistance légale à la révolte ouverte. On les accusa, non sans raison, de manquer, eux aussi, de loyalisme, et ce fut, pendant plusieurs années, une cause de faiblesse pour le parti "whig."

Devant l'éclat des protestations coloniales et pour ménager l'opposition, le ministère, peu porté, au début tout au moins, pour les mesures violentes, décida le retrait de l'"act" du timbre (1766), mais il eut la fâcheuse idée de faire voter en même temps par le Parlement une résolution proclamant "le droit qui appartient à la législature d'imposer des taxes aux colonies." Pour affirmer plus nettement encore l'autorité royale et parlementaire au delà de l'Atlantique, le cabinet mit une garnison britannique dans la ville de New-York, où la population était loyaliste en grande majorité. Il recommanda aux gouverneurs et aux agents des douanes une application plus rigoureuse des lois de navigation, et fit voter de nouveaux droits à l'entrée de diverses marchandises, vins, huiles, fruits, plomb, verre, papiers, couleurs et thé, dans les ports d'Amérique (1767).

MASSACHUSETTS ET VIRGINIE (1768–1770). — Ces droits étaient peu élevés. Le cabinet expliqua qu'ils étaient établis surtout pour le principe. C'est justement ce qui les rendait odieux aux Américains. La controverse qui avait fait rage en 1765 contre l'imposition des taxes directes, s'en prit maintenant à la légitimité, jusqu'alors facilement admise, des taxes indirectes et des restrictions commerciales. Les pamphlets jaillirent de toutes les presses coloniales. Dickinson publia les "Lettres d'un cultivateur de la Pensylvanie." Essais, Mémoires, Adresses au parlement, se multiplièrent. On put croire que la grande querelle allait se noyer dans des flots d'encre. Cependant on vit se former de nouveau des associations pour la non-importation de marchandises anglaises ; le thé fut proscrit des tables américaines. Les comités assumèrent spontanément la

tâche de dénoncer comme traîtres à la cause commune les citoyens qui s'abreuvaient en secret de cette boisson, devenue symbole de la tyrannie. Des agents des douanes furent assaillis sur divers points, leurs bureaux ravagés, leurs papiers brûlés. L'assemblée du Massachusetts favorisa par son attitude les désordres populaires, au point que la conduite de ces représentants parut scandaleuse dans la métropole, et que les "whigs" mêmes n'osèrent prendre la défense de leurs amis américains. Le gouverneur du Massachusetts, Bernard, déclara l'assemblée dissoute et demanda au ministère l'envoi d'une garnison à Boston (1768). Les troupes débarquèrent en octobre et occupèrent Faneuil Hall, lieu de réunion des patriotes.

L'année suivante (1769), ce fut l'assemblée de Virginie qui s'avisa de voter des résolutions contestant une fois de plus le droit de taxation du Parlement. La chambre virginienne fut dissoute, comme l'avait été celle du Massachusetts. À l'instigation de Washington, et de Mason, les députés signèrent en réunion privée les statuts d'une association intercoloniale de non-importation. C'est encore l'avocat Patrick Henry, qui, par son éloquence de tribun, avait poussé la Chambre de Virginie à braver ainsi l'autorité royale. L'exemple fut suivi par des assemblées d'autres colonies, mais les gouverneurs ne pouvaient légalement disposer que de l'arme de la dissolution ; la situation ne fut en rien modifiée. En Angleterre, les libéraux, raillant l'insignifiance du revenu que l'on pouvait tirer de la taxe sur le thé, demandèrent l'abrogation des droits récemment imposés. Lord North, chef du nouveau cabinet, n'était animé, en cette affaire, d'aucun sentiment fanatique et désirait simplement plaire à son roi. Il voulut donner une satisfaction partielle à l'opposition : tous les droits furent supprimés (1770), sauf la taxe sur le thé, toujours pour le principe. Cette unique exception fut l'occasion directe de la révolte.

L'Affaire du Thé (1773). — Tout d'abord le rappel des taxes fit une bonne impression ; l'agitation se calma, surtout dans le New-York et la Pensylvanie. Pour amadouer les électeurs du Massachusetts, on remplaça le gouverneur Bernard par un Bostonien loyaliste, Hutchinson, l'historien de la colonie. Même, une rixe ayant éclaté, en mars 1770, entre quelques soldats et gens du peuple de Boston, rixe dénoncée par les patriotes sous le bien gros terme de "massacre de Boston," North consentit à faire retirer les troupes de la ville et à les concentrer dans une petite île de la rade. Cette conduite habile ramena un grand nombre d'Américains au loyalisme.

La seule marchandise anglaise que l'on s'obstinât encore à ne pas importer était le thé. Le mauvais sort du cabinet le poussa à vouloir le dernier mot sur cette question. Sur un ordre ministériel, la Compagnie des Indes dirigea des cargaisons de thé sur plusieurs ports d'Amérique (1773). Les patriotes, prévenus par leurs amis de Londres, organisèrent l'insurrection contre le thé officiel. À Boston, les navires qui l'apportaient furent envahis par des hommes déguisés en Indiens, et toutes les caisses de thé furent jetées à la mer. Dans les autres ports, les cargaisons ne purent être débarquées, ou pourrirent dans les magasins.

Ces incidents provoquèrent une grande indignation en Angleterre ; North proposa et le Parlement adopta une série de lois destinées à punir la ville de Boston : les libertés contenues dans la charte du Massachusetts étaient supprimées, le port fermé à tout trafic jusqu'à décision contraire du roi. On envoyait en même temps le général Gage tenir garnison dans la ville rebelle, avec le double titre de commandant en chef des troupes anglaises de l'Amérique du Nord et de gouverneur civil du Massachusetts. Il lui était interdit cependant de proclamer la loi martiale, de sortir des voies de la légalité ; on lui donnait des troupes sans la per-

mission de s'en servir, inconséquence bien britannique, qui faisait honneur à la modération des gouvernants, mais qui devait paralyser l'action répressive. Aussi l'autorité de Gage fut-elle immédiatement réduite à l'enceinte de la ville. Dans la campagne, des bandes armées interrompirent le cours de la justice ; la milice s'exerçait dans tous les villages ; un comité insurrectionnel, dominé par Samuel Adams et Warren, réunit de la poudre et des armes. Ce même comité, ou assemblée provinciale, adressa une lettre aux autres colonies, les informant de la situation faite au Massachusetts et les invitant à envoyer des délégués à un "congrès continental" qui se réunirait le 1[er] septembre suivant (1774) à Philadelphie.

LE CONGRÈS DE 1774.—La réponse des colonies fut aussi chaleureuse que pouvait l'espérer Samuel Adams. La Virginie, sous son dernier gouverneur royal, lord Dunmore, était déjà en pleine révolution: Jefferson publiait sa "Vue sommaire des droits de l'Amérique anglaise." Tandis que toutes les sectes dissidentes donnaient l'assaut à l'Église officielle, l'Assemblée ayant décrété que le premier juin, jour de la fermeture du port de Boston, serait un jour de jeûne, Dunmore la déclara dissoute; ses membres se réunirent aussitôt et convoquèrent une convention populaire pour nommer des délégués au Congrès continental. Les autres provinces, notamment le New-York et la Pensylvanie, se joignirent au mouvement avec un enthousiasme plus ou moins sincère. Le Congrès, cinquante-cinq délégués représentant douze colonies (la Géorgie, trop faible encore et trop éloignée, s'était abstenue), se réunit et siégea six semaines (5 septembre–26 octobre 1774). Il rédigea une déclaration des droits, des adresses au roi et au peuple de la Grande-Bretagne, une recommandation aux Américains de ne plus commercer avec les Anglais, et s'ajourna au mois de mai 1775.

LEXINGTON (19 AVRIL 1775). — Les amis des Américains en Angleterre s'étaient remis de la stupeur où les avaient jetés l'affaire du thé à Boston et l'aspect révolutionnaire que prenaient les événements. Lord Chatham demanda en janvier 1775 le rappel des troupes d'Amérique, déclarant que les Américains agissaient dans la plénitude de leurs droits, et que ces prétendus rebelles n'étaient que des "whigs" d'Angleterre émigrés. Mais le ministère disposait d'une majorité très forte et le roi ne voulait plus entendre parler de conciliation: rien que la soumission formelle du Massachusetts ne pouvait le satisfaire. Gage ne disait plus, comme l'année précédente, que quatre régiments lui suffiraient pour rétablir l'ordre; il demandait des renforts, et on lui en envoyait, avec des instructions plus larges. North n'eut donc aucune peine à obtenir le rejet de la proposition de Chatham, mais il lui substitua habilement des résolutions destinées à semer la division entre les colonies, offrant à celles qui n'étaient point trop engagées certaines facilités pour le retour au loyalisme. Cet essai de conciliation venait trop tard; Franklin quitta l'Angleterre, n'espérant rien d'un séjour plus long dans un pays où on le traitait en ennemi: il emportait avec lui la dernière chance d'un compromis entre l'Amérique et la métropole. Presque dans le même temps, les troupes de Gage, dans une sortie à peu de distance de Boston, se heurtaient, à Lexington, aux miliciens du Massachusetts (19 avril 1775), et étaient vivement ramenées par eux dans la ville, laissant sur la route un quart de leur effectif.

BUNKER HILL (17 JUIN 1775). — Ce combat, livré par hasard, précipita la révolution. Des volontaires affluèrent des colonies voisines; en peu de jours vingt mille hommes, une foule il est vrai plutôt qu'une armée, assiégèrent Gage dans Boston. À la nouvelle de la rencontre de Lexington, la Virginie chassa son gouverneur, Dunmore; Patrick

Henry, Lee, Washington, Jefferson, levèrent des compagnies de volontaires. Dans le nord de la province de New-York, un hardi coup de main des "Green Mountain Boys," conduits par Ethan Allen, enleva aux Anglais (10 mai) les forts de Ticonderoga et de Crown-Point, qui commandaient la route du Canada. Ce même jour, eut lieu la réunion à Philadelphie du Congrès continental. Les membres de cette Assemblée se trouvaient dans un singulier état d'esprit. Très peu d'entre eux osaient songer à une rupture avec l'Angleterre, comme à une solution difficilement évitable, et il fallait prendre en hâte les mesures les plus graves pour parer aux conséquences du combat du Lexington. Dans la session de l'automne précédent, Patrick Henry avait prononcé au Congrès ces paroles célèbres: "La tyrannie anglaise a effacé les limites qui séparaient l'une de l'autre les colonies. . . . Je ne suis plus Virginien, je suis Américain." Ce cri avait paru alors prématuré. Il était mieux en situation en mai 1775. L'Assemblée, à la fois timide et téméraire, adressa une nouvelle pétition au roi, mais en même temps elle leva une armée, acheta des munitions, créa du papier-monnaie sur la garantie des "Colonies-Unies," adopta comme noyau de l'armée continentale les milices campées devant Boston, nomma enfin à l'unanimité, sur la proposition des représentants de la Nouvelle-Angleterre, Washington général en chef (15 juin 1775). Ainsi le Congrès, nommé pour la recherche de moyens de conciliation, se trouva amené, par l'évolution rapide des faits, à diriger la guerre, à jouer le rôle d'un gouvernement national, à prendre des engagements au nom de la collectivité des colonies. Deux jours après la nomination du général en chef, une véritable bataille eut lieu à Bunker Hill (17 juin). Les troupes coloniales y tinrent tête, aux portes mêmes de Boston, à toute la garnison de cette place et les Anglais y perdirent un millier d'hommes. Les meneurs du mouve-

ment séparatiste furent enhardis par là à déclarer que la rupture était définitive et qu'il fallait maintenant gagner le terme logique d'une telle succession d'événements : l'indépendance.

III. LA GUERRE DE L'INDÉPENDANCE.

LE CONGRÈS CONTINENTAL; REPRISE DE BOSTON; EXPÉDITION DU CANADA. — Quelques mois après le combat de Lexington, presque toutes les provinces avaient chassé leurs gouverneurs. Le Congrès, consulté par quelques-unes, leur conseilla de pourvoir elles-mêmes, à titre provisoire, à leur gouvernement. Cette Assemblée, sans caractère bien défini, s'était ajournée du 1er août au 5 septembre. Lorsqu'elle recommença à siéger, plusieurs délégations se trouvaient renouvelées; d'autres le furent de temps en temps, au gré de chaque province, qui tour à tour envoyait au Conseil commun les plus marquants de ses citoyens. Il résulta de ces modifications successives une sorte de permanence du Congrès jusqu'en 1789, époque où fut mise en vigeur la seconde Constitution des États-Unis. Dès la fin de 1775, le Congrès continental institua, pour la décharge de ses attributions exécutives, des comités spéciaux de la guerre, des finances, de la marine, bientôt des affaires extérieures.

WASHINGTON, nommé commandant en chef immédiatement après Bunker Hill, établit autour de Boston un blocus régulier, et transforma peu à peu les contingents hétérogènes des provinces en une véritable armée, encadrée et disciplinée. Réduit à l'inaction pendant plusieurs mois par le manque absolu de munitions, il put enfin, en mars 1776, risquer un bombardement de Boston. Les Anglais, abandonnant la place (17 mars), se retirèrent à Halifax. Pendant l'hiver de 1775 à 1776, une flotte anglaise incendia Norfolk en Virginie ; ce fut tout ce que le gouvernement brittanique

tenta d'abord pour dompter la révolte des colonies du centre et du sud. La ville même de New-York fut évacuée en même temps que Boston.

La prise de Ticonderoga et de Crown-Point (mai 1775) par les gens du Vermont et du Connecticut avait suggéré l'idée d'une entreprise sur le Canada. On supposait que les colons français, soumis à la domination anglaise depuis 1763, accueilleraient les Américains comme des libérateurs. Le Congrès donna son approbation à ce projet. L'expédition fut confiée, mais avec des forces insuffisantes, au général Montgomery et à Arnold. Montréal fut pris et Québec attaqué (31 décembre 1775); mais l'assaut, quoique mené avec la plus brillante vigueur, fut repoussé. Montgomery y fut tué, Arnold grièvement blessé. Les débris de l'expédition durent, quelques mois plus tard, à l'arrivée de renforts considérables envoyés d'Angleterre, abandonner la province (mai 1776). Les Franco-Canadiens, satisfaits de leurs maîtres, s'étaient montrés indifférents.[9]

Le 28 juin 1776, une escadre anglaise échoua dans une attaque contre le port de Charleston, mais c'était d'un autre côté que se préparait l'orage. Des corps nombreux de mercenaires de la Hesse, du Brunswick, d'autres pays allemands, loués par le gouvernement anglais, arrivaient au Canada. Un armement formidable, réuni à Halifax, se disposait à lever l'ancre pour se diriger sur New-York, sous le commandement des frères Howe, l'amiral et le général.

La Déclaration de l'Indépendance (4 Juillet 1776). —Tandis que l'Angleterre prenait ses positions d'attaque, le territoire des treize colonies s'était trouvé pendant quelques semaines libre de toute occupation britannique. Le Congrès se décida alors à franchir le pas redoutable, à voter la résolution d'indépendance reconnue depuis plusieurs mois nécessaire, mais que l'on avait retardée par respect pour les répugnances d'une grande partie de la population, surtout

de celle de la Pensylvanie, dans la capitale de laquelle siégeait le Congrès. Cette Assemblée ne pouvait plus hésiter devant l'exemple que donnait une des provinces, la plus riche et la plus populeuse : la Virginie venait de se proclamer indépendante ; elle constituait une république libre, autonome, un État doué de tous les organes de gouvernement.[10] Au nom de la délégation de ce nouvel État, Richard Henry Lee proposa au Congrès, le 7 juin, de voter une déclaration formelle de dissolution des liens qui unissaient anciennement les colonies à la métropole. La déclaration, rédigée par Jefferson, donna lieu à de très vifs débats et fut votée, le 4 juillet 1776, par les délégués de neuf colonies seulement. Une commission fut instituée pour préparer des *Articles de Confédération*, mais le Congrès ne put aborder d'une manière sérieuse l'examen des questions constitutionnelles, toute son attention étant absorbée par les opérations militaires dont la marche, pendant la seconde moitié de 1776, devenait tout à fait inquiétante.

PERTE DE NEW-YORK ET DU NEW-JERSEY; TRENTON (1776). — Washington, ayant rendu Boston aux Bostoniens, avait conduit son armée à New-York. Il occupait la ville, la presqu'île allongée qu'elle termine, et Long-Island qui la couvre du côté de la mer. Le 8 juillet, quatre jours après l'adoption du texte qui consommait la rupture et proclamait l'indépendance, les forces anglaises réunies pendant plusieurs mois à Halifax, parurent dans la rade de New-York, et neuf mille hommes furent débarqués dans Staten-Island, qui fait face à Brooklyn et à New-York. Alors commença réellement la guerre pour l'indépendance. Elle dura six années, de 1776 à 1782, et son histoire se partage naturellement en deux périodes, divisées par la conclusion de l'alliance entre les États-Unis et la France. Dans la première, de juillet 1776 à février 1778, les Américains luttent seuls contre les Anglais; dans la seconde, les Français sou-

tiennent les Américains par des envois de troupes et de vaisseaux de guerre et engagent contre les Anglais une lutte maritime dans laquelle ils entraînent avec eux l'Espagne en 1779 et bientôt après la Hollande. Pendant la première période, les hostilités sont confinées sur le continent de l'Amérique du Nord; durant la seconde, la guerre se fait à la fois en Amérique, aux Antilles, dans les mers d'Europe et jusque dans celles des Indes.

Washington avait en face de lui vingt quatre mille hommes d'excellentes troupes, bien armées, disciplinées, et une flotte puissante. Quelle que fût la bravoure de ses miliciens, il ne pouvait soutenir une partie aussi inégale. Il perdit le 27 août la bataille de Brooklyn (Long-Island), dut évacuer la ville et l'île de New-York, subit une nouvelle défaite à White-Plains (28 octobre) et traversa, reculant toujours, l'État de New-Jersey jusqu'au Delaware. Ses troupes s'étaient égrenées sur la route. Au commencement de décembre, il dut chercher un refuge avec quelques milliers d'hommes sur la rive gauche du fleuve. Les Anglais, en poursuivant avec plus d'énergie leur succès et traversant à leur tour le Delaware, auraient détruit sans peine les débris de cette armée sans cohésion et occupé immédiatement Philadelphie. Ils s'arrêtèrent sur la rive orientale du fleuve, à Trenton. C'est là que Washington, à qui le Congrès, épouvanté, avait conféré à la hâte une sorte de dictature, surprit l'ennemi le jour de Noël, ayant repassé le Delaware sur la glace. Il enleva un millier de Hessois (25 décembre 1776), pénétra avec audace dans le New-Jersey, battit un corps d'Anglais à Princeton (3 janvier 1777) et refoula l'ennemi jusqu'à Staten-Island, délivrant le New-Jersey et rétablissant les communications entre les États du centre et ceux de la Nouvelle-Angleterre, par les Highlands sur l'Hudson.

La campagne étant terminée, le Congrès procéda avec Washington à la réorganisation de l'armée sur de nouvelles

bases. Il s'occupa en outre des *Articles de Confédération* que la commission constitutionnelle avait rédigés, et les adopta. L'instrument fut alors soumis à l'examen des divers États et ceux-ci le ratifièrent successivement, en 1777 et 1778, à l'exception du Maryland, qui, retardant son adhésion jusqu'en 1781, empêcha le fonctionnement, pendant presque toute la durée de la guerre, de la première constitution des États-Unis.

LA BRANDYWINE ET SARATOGA (1777). — Washington, campé non loin de la rive droite de l'Hudson, en face de la ville de New-York, où les généraux anglais s'étaient renfermés durant l'hiver, attendait anxieusement qu'un indice lui fît connaître sur quel point de la côte ils allaient diriger les coups prochains. Au mois de juin seulement, Howe s'embarqua avec vingt mille hommes, et entra dans la baie de Chesapeake, qu'il remonta jusqu'à son extrémité septentrionale, prenant à revers la Pensylvanie et menaçant Philadelphie. Washington l'attendit sur la rivière de Brandywine et fut complètement battu (11 septembre). La victoire de la Brandywine livrait aux Anglais la ville de Philadelphie, que le Congrès se hâta d'abandonner. Ils y entrèrent le 29 septembre. Washington essaya le 4 octobre de les en déloger par une attaque sur Germantown, faubourg de la ville. Il fut repoussé avec de grandes pertes, et s'établit, pour hiverner, à Valley Forge.[11]

Les Américains furent plus heureux au nord. Gates, avec dix mille hommes, avait été chargé d'arrêter, sur le haut Hudson, la marche d'un corps d'invasion composé en grande partie de troupes allemandes, que le général Burgoyne dirigeait de Montréal sur la frontière du New-York pour attaquer les Américains par le haut pays, s'emparer du cours de l'Hudson et couper en deux la confédération rebelle. Burgoyne ne put aller plus loin que Saratoga : ses troupes fondaient à mesure qu'il s'éloignait de sa base

d'opération; celle de Gates se grossissaient des milices appelées des États du voisinage. Une première défaite à Bennington (16 août) fit pressentir à Burgoyne son sort prochain. Battu encore le 19 septembre à Bemus Heights, écrasé le 7 octobre à Saratoga, il dut capituler le 16 du même mois avec six mille hommes, ce qui lui restait de son armée, si brillante quelques semaînes auparavant.

LES AMÉRICAINS ET L'OPINION EN FRANCE. — La nouvelle de la capitulation d'une armée anglaise devant les milices américaines produisit un grand effet en Europe. Elle décida la cour de France à traiter ouvertement avec les États-Unis.

Le Congrès américain avait reconnu de bonne heure la nécessité de chercher un appui et des secours au dehors. Silas Deane, puis Franklin, le représentèrent officieusement près la cour de Versailles, dont il s'agissait d'obtenir une coopération efficace. Franklin, déjà connu dans l'ancien monde par ses travaux scientifiques fut rapidement très populaire en France, et trouva le plus gracieux accueil auprès des grands * comme auprès des écrivains, des philosophes † et des savants. Il y avait dans tous les rangs de la nation un désir de revanche contre les défaites humiliantes de la dernière guerre, et ce sentiment faisait enflammer volontiers les gens pour la cause de populations qui voulaient devenir indépendantes de la Grande-Bretagne. L'entraînement fut irrésistible. L'occasion parut belle à tous les soldats de fortune. Les commissaires du Congrès étaient assaillis de demandes pour le service dans l'armée continentale: plus tard on fit quelque reproche à Silas Deane, même à Franklin, d'avoir trop aisément concédé grades, emplois, émoluments, à des étrangers qui ne ren-

* *grands*, the nobility, the higher classes.

† *philosophes*, the disciples and followers of Voltaire and Rousseau, and liberal-minded people in general. (*18th Century*.)

dirent point les services promis et furent parfois un sérieux sujet d'embarras.

La Politique de Vergennes. — Les affaires d'Amérique avaient été pour Choiseul,* ainsi que l'établit sa correspondance avec ses agents de Londres, un sujet constant de préoccupations.[12] Dès 1769 il avait étudié la question sous tous ses aspects : les ressources des colonies, les moyens de les secourir si elles se révoltaient. Vergennes † trouva, dans les papiers de son département, lorsqu'il fut appelé en 1774 aux Affaires étrangères, les éléments essentiels d'une solution. Mais il résolut de faire reposer sur l'alliance avec l'Espagne toute la politique extérieure de la France. C'était la tradition du Pacte de Famille.‡ La question de l'appui à donner aux insurgents fut traitée en 1776 dans le conseil du roi. Vergennes était d'avis que l'on gagnât encore une année, tout en se préparant à la guerre en soutenant le courage des Américains par des faveurs secrètes. Turgot § était d'avis que l'on temporisât

* *Choiseul, Etienne-François, duc de,* Minister of State, born in 1719. After having occupied important offices under Louis XV, he was sent into exile through the influence of Madame du Barry. It is he who conceived the idea of the *Pacte de Famille* (note ‡).

† *Vergennes, Charles Gravier, comte de* (1717–1787), Ambassador to Constantinople, to Sweden, and Minister of Foreign Affairs since 1774.

‡ *Pacte de Famille,* an alliance binding all the princes of the family of Bourbon then reigning in France, Spain, and Naples.

§ *Turgot, Anne-Robert-Jacques, baron de l'Aulne,* celebrated statesman, born in Paris 1727, died 1781. He administered the province of Limousin with such success that his name became famous and that he was called upon in 1774 to bring order into the chaos of French finances. He began by attempting to reform the court expenditures, which drew upon him the hatred of interested courtiers. Louis XVI, on dismissing him in 1776, exclaimed : "Il n'y a que Monsieur Turgot et moi qui aimions le peuple," a conspicuous testimony to Turgot's virtue and merit and to the king's criminal weakness. (*Œuvres complètes de Turgot,* 9 vol., 8vo, Paris, 1808–1811.)

indéfiniment. L'avis de Vergennes prévalut. Des pourparlers furent engagés avec l'Espagne. Beaumarchais * fut choisi par le ministre pour être le " négociant fidèle et discret" qui dissimulerait sous les dehors d'une entreprise privée, la participation du gouvernement à l'armement des colonies. Il établit la maison Hortalès et Cie. pour centraliser les envois. Par elle, le Congrès reçut deux millions de livres donnés par les rois de France et d'Espagne, deux cents pièces de canon, des armes de toute espèce prises dans les arsenaux, quatre mille tentes, des vêtements pour trente mille hommes.

LES VOLONTAIRES; LA FAYETTE. — L'alliance formelle eût peut-être été conclue dès la fin de l'année 1776, après la déclaration de l'indépendance, si la nouvelle des premières défaites des Américains n'avait un peu refroidi l'enthousiasme, et incliné les politiques à plus de circonspection. L'esprit public, toutefois, restait favorable à la cause des insurgents. En février 1777, La Fayette, qui avait vingt ans à peine, signait avec Franklin un engagement définitif. Le 20 mars, emmenant Kalb et onze autres officiers, il s'embarqua à Pasages sur la *Victoria*, bâtiment équipé à ses frais.[18] Sa famille et le gouvernement avaient cherché vainement à le retenir. Son départ fut un coup de

* *Beaumarchais, Augustin Caron de* (1732–1799), dramatic author who had a genius for intrigue. He engaged in all kinds of financial and political schemes, and became the intermediary between the French government and the American colonies before the latter could be officially recognized. He rendered them important services which were not appreciated. It must be granted, however, that Beaumarchais' character often seemed incomprehensible even to his friends. See (1) de Loménie, *Beaumarchais et son temps*, 2 vol., Lévy, Paris, 1879; (2) *Beaumarchais*, Eine Biographie von Anton Bettelheim, Rütten und Loening, Frankfurt, 1886 ; (3) E. Lintilhac, *Beaumarchais et ses œuvres*, Hachette, Paris, 1887 ; (4) Gudin de la Brenellerie, *Histoire de Beaumarchais*, Plon, Paris, 1888 ; (5) John Durond, *New Materials for the History of the American Revolution*, H. Holt & Co., New York, 1889.

théâtre. La foule applaudit. L'opinion des salons et des nouvellistes imposa silence aux improbations. Les visiteurs affluèrent plus nombreux que jamais dans la maison de Franklin, à Passy, des gazetiers, des officiers, même des maréchaux de France (Maillebois, de Broglie). On avait déjà traduit à Paris les "Articles de confédération" et quelques-unes des constitutions particulières. On ne tarissait point d'éloges sur ces chartes des libertés.

CONCLUSION DE L'ALLIANCE; LA BATAILLE D'OUESSANT (1778). — Vergennes faisait de grands efforts pour entraîner la cour de Charles III dans une action commune et n'y réussissait guère. Il n'aurait point voulu cependant que la France s'engageât seule; mais, après Saratoga, il ne résista plus au courant. Franklin fut avisé, le 17 décembre 1777, que le roi avait décidé de reconnaître l'indépendance des États-Unis et de signer avec les Américains un traité d'amitié et de commerce. L'Espagne ne se décidant toujours pas, le ministre passa outre; les signatures furent données au traité le 6 février 1778. Les conventions comportaient, outre les arrangements commerciaux, un traité éventuel d'alliance, pour le cas où l'Angleterre déclarerait la guerre à la France. Le gouvernement du roi garantissait aux États-Unis leur indépendance et la possession des territoires occupés par les États à la fin de la guerre. Les États-Unis garantissaient à la France ses possessions en Amérique. Les contractants s'engageaient à ne conclure aucune trêve sans l'assentiment l'un de l'autre.

Sartine fit armer immédiatement à Brest une flotte destinée à retenir en Europe la majeure partie des forces navales de l'Angleterre. Il organisa en outre à Toulon une division de douze vaisseaux, que d'Estaing fut chargé de conduire en Amérique et qui partit le 13 avril. Le cabinet anglais, dès qu'il eut reçu du gouvernement français la notification du traité, rappela l'ambassadeur. Lord North

aurait voulu céder sa place à lord Chatham, mais le roi se refusa obstinément à ce changement; d'ailleurs Chatham mourut le 11 mai suivant. L'Angleterre fit d'énergique préparatifs pour la guerre avec la France et envoya au Congrès des propositions très conciliantes, que les Américains ne consentirent même point à examiner.

Le 17 juin, la frégate française la Belle-Poule rencontra une frégate anglaise, l'Aréthuse, échangea avec celle-ci des coups de canon pendant plusieurs heures, et rentra à Brest dans un fort mauvais état, mais ayant maltraité plus encore le navire ennemi. Peu de jours après, le comte d'Orvilliers, commandant de la flotte de Brest, sortit du port à la recherche des vaisseaux de l'amiral Keppel, qui sortit de Plymouth presque en même temps. La rencontre eut lieu le 27, à l'ouest de l'île Ouessant. Keppel avait trente vaisseaux; nous en avions trente deux; notre artillerie était un peu moins forte que celle de l'ennemi. Après une vigoureuse cannonade, les bâtiment anglais s'éloignèrent peu á peu et regagnèrent Plymouth. L'issue était honorable pour nos armes, rien de plus; mais on avait tant craint la défaite que l'opinion publique, à Paris, accueillit avec enthousiasme la nouvelle d'une bataille où une flotte française avait tenu tête à une flotte anglaise et l'avait contrainte à faire retraite en cachant ses feux. On regretta que les fautes commises par une partie de l'escadre eussent empêché cette bataille indécise de se transformer en une grande victoire. En Angleterre, le résultat du combat d'Ouessant fut, sans hésitation, interprété comme un échec. La flotte de d'Orvilliers ne fit d'ailleurs plus rien, et rentra à Brest pour n'en sortir qu'au printemps de 1779.

MONMOUTH (1778). — La nouvelle de la conclusion du traité parvint au Congrès le 3 mai; il le ratifia aussitôt. La joie fut profonde à York, où siégeait l'Assemblée, et à Valley-Forge, où l'armée venait de passer un hiver des plus

pénibles. On ne comprend pas que les Anglais, bien nourris et bien abrités à Philadelphie, n'aient pas eu l'idée, pendant ces longs mois, d'attaquer les restes misérables de l'armée de Washington, dont ils auraient eu si aisément raison.* Le coup de foudre de l'alliance les réveilla de leur joyeuse indolence comme il réveilla les Américains de leur torpeur. L'armée et le Congrès acclamèrent le roi de France comme "le protecteur des droits du genre humain"; puis on attendit les premières conséquances du grand événement.

Les Américains, épuisés par deux années d'efforts, n'eussent sans doute pas été capables de reprendre Philadelphie. Mais Clinton, successeur de Howe, sachant que d'Estaing ne pouvait tarder à paraître à l'embouchure du Delaware, se décida à évacuer la ville (17 juin). Washington le suivit dans sa retraite à travers le New-Jersey, heurta son arrière-garde à Monmouth (28 juin), le poussa jusqu'à Staten-Island, et alla reprendre son ancien poste d'observation sur l'Hudson.

D'Estaing en Amérique et aux Antilles (1778–1779). — Malheureusement d'Estaing, parti le 13 avril de Toulon, n'arriva que le 8 juillet dans la baie de Delaware, quand l'armée anglaise était déjà en sûreté à New-York. Appelé devant cette place par Washington en vue d'une attaque combinée par terre et par mer, il ne put faire franchir à ses bâtiments la barre de Sandy-Hook. Une tempête dispersa l'escadre au moment où elle allait aider les Américains à reprendre Newport. D'Estaing dut aller réparer ses avaries à Boston, puis mettre à la voile pour les Antilles sans avoir obtenu, en 1778, aucun avantage que de montrer le pavillon français dans des eaux où n'avait flotté jusqu'alors que le pavillon britannique.

La détresse financière empêcha les États-Unis de tenter

* *dont ils auraient eu si aisément raison,* which they could so easily have destroyed.

de grands efforts en 1779. Le Congrès soutint le mieux qu'il put Washington dans sa résistance tenace aux causes de dissolution de l'armée. Les Américains dans les Highlands, les Anglais dans New-York, passèrent l'année à s'observer. Les gens du Sud, profitant d'une nouvelle apparition de d'Estaing sur la côte, en 1779, tentèrent de reprendre avec son aide la ville de Savannah (Géorgie), que les Anglais avaient occupée en décembre 1778. L'assaut donné le 9 octobre échoua. D'Estaing y fut blessé. Les autres faits de guerre furent un brillant coup de main du général Wayne sur Stony-Point, l'évacuation de Newport par les Anglais, et les exploits maritimes de Paul Jones.

Aux Antilles, la France possédait Sainte-Lucie avec la Guadeloupe et la Martinique. L'Angleterre avait la Barbade, la Dominique, Saint-Vincent, Tabago, la Grenade, les îles Vierges, Saint-Christophe, Montserrat, etc., sans compter la Jamaïque. Bouillé, gouverneur français des îles du Vent, enleva la Dominique en août 1778, mais perdit Sainte-Lucie le 14 décembre. D'Estaing, qui arrivait de son infructueuse campagne aux États-Unis, essaya vainement de reprendre cette île, et n'osa pas attaquer à fond une escadre ennemie commandée par Barrington. Il s'empara seulement de Saint-Vincent (février 1779). Puis, renforcé par des divisions arrivées de France, et ayant sous ses ordres des lieutenants comme Suffren et Lamotte-Picquet, il prit la mer le 31 juin 1779 avec vingt-cinq vaisseaux, enleva la Grenade (4 juillet) et engagea contre l'amiral Byron (6 juillet) une bataille qui fut presque une victoire. D'Estaing rentra en Europe après un détour vers le Nord, où il ne recueillit que l'échec de Savannah, relaté ci-dessus. Il aurait rapporté de sa campagne de deux années des résultats autrement décisifs s'il avait pu mettre autant d'habilité dans la direction d'une grande flotte qu'il savait déployer de bravoure en conduisant une colonne à l'assaut.

Entrée de l'Espagne dans l'Alliance (1779); Échec du Projet de Descente en Angleterre. — Vergennes, après une nouvelle année d'un labeur diplomatique vraiment disproportionné avec le résultat obtenu, était parvenu à décider la cour de Madrid (1779). Les Américains n'inspiraient à l'Espagne qu'une médiocre sympathie, et ils ne tirèrent non plus que les Français grand profit de cette alliance. L'Espagne ne pensait qu'à Gibraltar et Vergennes dut promettre qu'on ne ferait pas la paix avant que les Espagnols l'eussent repris aux Anglais. Mais il fut entendu qu'avant de s'engager dans cette entreprise, on tenterait une descente en Angleterre. Quarante mille hommes furent réunis à cet effet sur les côtes de Bretagne et de Normandie; leur passage devait être couvert par les flottes espagnole et française.

D'Orvilliers commandait toujours à Brest. Mais depuis Ouessant sa flotte avait été laissée par le ministre de la marine dans un grand dénuement. Il ne put sortir qu'avec vingt-huit vaisseaux (juin 1779) pour opérer sa jonction avec la flotte espagnole que commandait don Luis de Cordova. Lorsque l'armée navale combinée fut complète, elle comptait soixante-six vaisseaux et quatorze frégates. À ce formidable armement l'Angleterre n'avait à opposer que quarante vaisseaux commandés par l'amiral Hardy. Quatre cents navires étaient réunis pour transporter les troupes massées au Havre et à Saint-Malo sous les ordres du maréchal de Vaux. L'affaire semblait devoir réussir. Mais les bâtiments espagnols marchaient mal, le scorbut ravageait les équipages des deux flottes, les approvisionnements firent défaut. Il manqua surtout aux chefs la résolution prompte, l'audace et l'intrépidité de volonté dans l'exécution. Après de longues manœuvres, les frégates de l'avant-garde s'emparèrent d'un vaisseau ennemi à l'entrée du port de Plymouth où la flotte anglaise s'était réfugiée. Un vent d'est

violent rejeta les alliés dans l'océan Atlantique. Le 14 septembre, d'Orvilliers rentra à Brest, don Luis de Cordova fit voile pour Cadiz. L'armée de terre fut disloquée.

Le gouvernement espagnol commença, dès le mois de juillet 1779, le blocus de Gibraltar. Mais l'amiral Rodney[14] détruisit, le 16 janvier 1780, une escadre commandée par don Juan de Langara et mit Gibraltar en état de faire une longue résistance, puis il fit voile pour les Antilles, où Guichen le tint en échec dans trois combats indécis (17 avril, 15 et 19 mai 1780). Rodney avait obtenu au moins ce résultat que les Français ne purent attaquer une seule des îles anglaises. En juin eut lieu à la Martinique la jonction des flottes française et espagnole, mais il n'en sortit aucun résultat.[15]

Campagne des Carolines (1780). — En 1780 les Anglais modifièrent leur plan d'opération en Amérique. N'ayant rien gagné au nord, c'est dans les États du sud qu'ils portèrent désormais leur principal effort. Déjà ils avaient conquis la Géorgie, Charleston tomba entre leurs mains (12 mai 1780) et Cornwallis, lieutenant de Clinton, entreprit la conquête des Carolines. Il mit Gates en déroute (16 août), mais perdit son aile gauche, surprise et anéantie à King's Mountain par une troupe de volontaires accourus des vallées orientales et même du versant occidental des Alleghanys (7 octobre). Il dut rentrer dans la Caroline du Sud. Un nouveau succès des Américains à Cowpens (17 janvier 1781) ne l'empêcha cependant point d'envahir la Caroline du Nord, poussant devant lui Greene, successeur de Gates, qu'il heurta à Guilford-Court-House (15 mars). Il le battit, sans toutefois détruire sa troupe ; lui-même avait subi des pertes énormes pour son très faible effectif. Il lui restait à peine trois mille hommes, qu'il alla faire reposer sur la côte, à Wilmington. Il fit venir là des renforts de Charleston, puis se dirigea, en avril, sur la Virginie, tandis

que Greene, bien renforcé, s'enfonçait dans la Caroline du Sud, où il refoula successivement tous les détachements britanniques jusque sous les murs de Charleston.

YORKTOWN (1781). — Au nord, de grands changements s'étaient produits dans la situation depuis qu'une division française de troupes de terre, commandée par le comte de Rochambeau, était venue occuper (juillet 1780) la ville de Newport (Rhode-Island), que les Anglais avaient dû abandonner par crainte d'une attaque de d'Estaing. Cette division resta plusieurs mois inactive dans la baie de Narragansett, mais sa présence avec celle d'une escadre française qui accompagnait le corps expéditionnaire, paralysait toutes les forces de Clinton. Ce n'est plus celui-ci qui immobilisait l'armée de Washington; il était à son tour immobilisé, et comme assiégé dans New-York par les Américains de Washington et par les Français de Rochambeau. La trahison du général Arnold (septembre 1780) ne lui apporta aucune force réelle. Il ne put employer le traître qu'à des expéditions de pillage sur les côtes de la Virginie.

Ce qui rendait Washington si timide en apparence, qu'il semblait n'avoir d'autre objectif que de surveiller l'ennemi au lieu de l'attaquer, c'est l'impuissance où le réduisait l'absence d'un gouvernement fort, capable d'imposer aux treize États de la confédération une action énergique. Le congrès n'avait aucune autorité effective pour obliger les pouvoirs locaux à obéir à ses résolutions. Chaque État ne contribuait que dans la proportion où il voulait bien, en hommes et en argent, à la défense de la cause commune. Le général en chef s'épuisait en effort sans cesse renouvelés pour retenir au camp les troupes régulières ou les milices. Aux désertions isolées, très nombreuses, s'ajoutaient parfois des départs en masse qui ne lui laissaient plus que l'ombre d'une armée.

Clinton n'avait pas à lutter contre les mêmes causes d'affaiblissement. Mais, enfermé dans New-York, il écrivait à

Londres qu'il ne pouvait rien faire si on ne lui envoyait de nouvelles troupes. L'Angleterre eut le tort de ne pas tenir compte, en temps opportun, de cet appel. Lorsque Cornwallis entra en Virginie par le sud (1781), Clinton ne put disposer d'aucun détachement pour le renforcer. Aussi, bien qu'il n'eût devant lui qu'une faible division, commandée par La Fayette, Cornwallis ne put-il tenir longtemps la campagne. Il alla prendre position sur un point de la côte virginienne, à Yorktown, afin de rester en communication par mer avec l'armée de New-York. La Fayette alla bientôt le bloquer. D'autre part, Washington, avisé qu'une flotte française, sous les ordres du comte de Grasse, devait entrer dans la baie de Chesapeake en août, trompa quelque temps Clinton par des démonstrations sur New-York, opéra sa jonction avec la division de Rochambeau, appelée sur l'Hudson, et dirigea l'armée alliée à marche forcée vers le sud. L'opération réussit à merveille. Tous les éléments de cette concentration combinée par terre et par mer se trouvèrent exacts au rendez-vous donné dans la baie de Chesapeake dans les derniers jours du mois d'août : les vingt-huit vaisseaux de ligne du comte de Grasse, les dix de l'escadre de Newport, les troupes françaises et américaines. L'armée assiégeante se composait de la division La Fayette, du corps entier de Rochambeau, de l'armée de Washington, et d'une troupe française, commandée par le marquis de Saint-Simon et amenée de Saint-Domingue par le comte de Grasse, en tout près de quinze mille hommes. Les amiraux anglais Hood et Graves, repoussés par la flotte française, ne purent entrer dans la baie et la mer fut fermée à Cornwallis. Le 29 septembre, l'investissement par terre était également complet. La tranchée fut ouverte le 6 octobre; Cornwallis résista treize jours; le 19, il capitula, rendant la place et sept mille hommes, l'élite des troupes anglaises d'Amérique.

Fin des Hostilités en Amérique. — Ce grand désastre de l'armée anglaise de Virginie mit fin aux hostilités sur le continent américain. De Grasse se rendit aux Antilles, Rochambeau et Washington établirent leurs troupes dans des cantonnements d'hiver. Les Anglais occupaient encore Savannah, Charleston et New-York, mais ils étaient comme assiégés dans ces places et ne tentèrent plus rien. Les Américains avaient proclamé leur indépendance le 4 juillet 1776; elle leur était définitivement acquise le 19 octobre 1781. Washington eût sans doute obtenu difficilement de ses compatriotes un nouvel effort comparable à celui qui avait eu un si beau succès. Mais on n'était pas moins las de la guerre en Angleterre. Le roi et les ministres étaient découragés. L'opinion publique réclamait l'acceptation du fait accompli concernant le détachement des colonies insurgées; l'opposition gagna vite du terrain dans le parlement. Une motion pour que la guerre prît fin avec l'Amérique ne fut repoussée, le 22 février 1782, qu'à une voix de majorité. Le 20 mars, lord North avisa la Chambre des Communes qu'il avait remis au roi la démission du cabinet.

Les Saintes (1782). — La guerre continua cependant en 1782 sur les autres théâtres, la marine anglaise voulant avoir le dernier mot contre les flottes française et espagnoles. De Grasse, moins heureux dans les Antilles que sur la côte d'Amérique, commit faute sur faute à Saint-Christophe (janvier 1782). Il perdit l'occasion d'accabler l'escadre de Hood avant sa jonction avec la flotte que Rodney amenait d'Angleterre (février). Cette jonction opérée, il ne fut plus maître de ses mouvements. Le 10 avril, comme il naviguait pour aller réunir ses forces à Saint-Domingue avec celles de don Solano et attaquer la Jamaïque, dont les cabinets de Madrid et de Versailles avaient projeté la conquête, il fut atteint par Rodney près des Saintes. Rodney avait une certaine supériorité de forces et manœuvra mieux que son

adversaire. La bataille s'engagea dans la matinée du 12. Le soir, la flotte française avait perdu plusieurs de ses meilleurs bâtiments et son chef était prisonnier.

Cette belle victoire de Rodney fournit au nouveau ministère anglais un prétexte honorable pour entamer des négociations de paix, l'amour-propre national étant maintenant satisfait. Elle fut d'ailleurs, au point de vue des résultats matériels, à peu près stérile. La Jamaïque ne fut pas attaquée, mais la flotte de Rodney avait été elle-même si maltraitée qu'elle dut passer plusieurs mois à réparer. Vaudreuil, le plus ancien chef d'escadre, avait pris le commandement des forces navales de la France aux Antilles. Il put rallier une vingtaine de navires à Saint-Domingue, expédier en Europe, sous bonne escorte, deux convois, croiser en août sur les côtes des États-Unis, jeter un moment la terreur dans New-York, où les Anglais tenaient encore garnison, ravitailler son escadre à Boston et revenir à Saint-Domingue, sans que la flotte de la Jamaïque eût tenté de reprendre une seule des îles conquises par Bouillé.

SIÈGE DE GIBRALTAR. — Quarante mille Français et Espagnols réunis au camp de Saint-Roch sous le commandement du duc de Crillon, et l'artillerie de cinquante vaisseaux de guerre, groupés à Algésiras, ne parvenaient pas à ralentir le feu de la forteresse de Gibraltar, assiégée depuis la fin de 1779. Les batteries flottantes du colonel d'Arçon n'eurent pas plus de succès (13 septembre 1782). Il fallut transformer le siège en blocus. Les forces alliées ne purent même empêcher une escadre de Howe d'amener un grand convoi de ravitaillement sous la protection des canons du fort (18 octobre 1782). Lorsque l'amiral anglais reprit la mer, Lamotte-Picquet le poursuivit avec sa division, mais la flotte alliée resta en arrière, et Howe, qui avait d'ailleurs trente-trois vaisseaux, disparut après une courte lutte d'arrière-garde. La campagne de 1782 se terminait donc sans

éclat entre Brest et Cadiz. Cette même année, au contraire, Suffren fit flotter glorieusement dans l'Extrême-Orient le drapeau royal et inquiéta quelque temps les Anglais pour leur domination dans l'Indoustan.

SUFFREN DANS L'INDE (1782). — Suffren n'était encore que capitaine de vaisseau lorsque, le 22 mars 1781, il était parti de Brest, accompagnant la flotte que le comte de Grasse conduisait en Amérique. Le 29, il s'en détacha et fit voile vers le sud avec cinq vaisseaux et quelques transports.

Aux îles du Cap Vert, dans la baie de la Praya, il surprit l'escadre du commodore Johnstone, maltraita plusieurs de ses vaisseaux, le devança aux établissements hollandais du Cap, qu'il mit en état de défense, et alla rallier à Port-Saint-Louis (île de France) * la division du comte d'Orves (octobre 1781). Il consacra alors deux mois à réparer les avaries de ses bâtiments et à mettre ceux de la division de l'île de France en état de prendre la mer pour une longue campagne. Il s'agissait de se porter sur les côtes de l'Indoustan et d'y combiner quelque opération contre les forces anglaises avec le sultan du Maïssour, Haïder-Ali, qui s'était jeté sur le Carnatic. Ayant pris Arcote, Haïder-Ali poursuivit la petite troupe anglaise de sir Eyre Colt jusqu'à Gondelour. Il l'y tenait bloquée depuis le début de 1781. Arriverait-on à temps pour l'aider à enlever la position?

Le 17 décembre, tout étant prêt, l'armement sortit de la rade de Port-Louis: dix vaisseaux, cinq frégates, huit transports, dix mille hommes d'équipage et de troupes. Le comte d'Orves commandait en chef, mais il mourut après quelques semaines, et le commandeur de Suffren, plus connu sous le titre qu'il reçut un peu plus tard de bailli de Suffren, resta seul maître de cette force navale, la plus importante que notre pavillon eût jamais couverte dans ces parages.

* Now Mauritius.

Trois combats glorieux, la prise de Trinquemalé, la demi-victoire de Gondelour, tel est le bilan de cette belle campagne de 1782–1783, où Suffren déploya des qualités de premier ordre d'homme de guerre et de commandant, et qui eût enrichi nos annales de victoires décisives s'il avait été mieux secondé par ses lieutenants. La flotte française rencontra les neuf vaisseaux de l'amiral anglais Hughes, entre Madras et Pondichéry, le 17 février. Après trois heures de canonnade, la nuit sépara les combattants. Le lendemain, les voiles anglaises avaient disparu. Avant de poursuivre l'ennemi, Suffren avait à visiter Pondichéry, à entrer en communication avec Haïder-Ali pour l'empêcher de faire la paix avec les Anglais qui venaient de le battre, à retrouver son convoi disparu pendant le combat du 17 février, à se créer des moyens de ravitaillement sur cette côte où nous n'avions ni ports ni magasins. Ce programme s'accomplit en un mois. Notamment une convention fut conclue à Porto-Novo (près de Gondelour) avec Haïder-Ali; le commandant français mettait à la disposition du sultan de Maïssour un corps de troupes; Haïder-Ali donnait en retour des vivres et de l'argent, et nous concéderait, la guerre terminée, une large étendue de territoire.

Suffren se remit alors en quête de l'escadre de Hughes et la trouva, le 12 avril, devant Trinquemalé, point de relâche sur la côte de Ceylon, enlevé récemment aux Hollandais par les Anglais. La partie était égale : douze vaisseaux contre douze. Le résultat fut simplement honorable pour notre pavillon. Les pertes étaient très fortes: cinq à six cents hommes de part et d'autre. Suffren, manquant de poudre et de boulets, se retira vers Batacalo, où il retrouva son convoi et put se ravitailler. Il alla mouiller en juin devant Gondelour, dont le détachement français donné à Haïder-Ali et commandé par Duchemin s'était emparé le 3 avril, et proposa au sultan une attaque combinée contre Negapatam.

Suffren se porta sur cette place, sachant qu'il allait y rencontrer l'amiral Hughes et pouvoir se mesurer avec lui une troisième fois. Le choc eut lieu le 6 juillet, mais une bourrasque mit les deux escadres en grand désordre. Comme dans les précédents combats, Suffren dut se résigner à ne pouvoir capturer aucun vaisseau anglais, et s'estimer heureux d'avoir causé de telles avaries à l'escadre ennemie que celle-ci se trouva pour quelque temps hors d'état de combattre. La lutte nous avait été aussi très meurtrière : nous perdions près de huit cents hommes. Laissant Negapatam, qu'il ne pouvait plus être question d'attaquer, Suffren revint à Gondelour, pour relever le courage de son allié Haïder-Ali, toujours battu, abandonné par les Mahrattes, et qui paraissait décidé à traiter. Le sultan traversa pourtant cinquante lieues de pays, entraînant avec lui son encombrante armée, pour conférer avec le héros dont les exploits maritimes avaient un retentissement sur tout le continent de l'Inde. Ayant reçu de France quelques renforts, tandis que la flotte anglaise se réparait à Madras, Suffren parut devant Trinquemalé (26 août), débarqua de l'artillerie et entra dans la place le premier septembre. Lorsque l'amiral Hughes, le surlendemain, fut aperçu au large, les couleurs françaises flottaient sur les forts. Suffren crut l'occasion enfin venue de gagner une victoire éclatante. Il courut sus à l'ennemi, avec son vaisseau amiral et deux autres bâtiments ; le reste suivit mal et l'avant-garde, engagée contre toute la flotte ennemie, put seulement la tenir en échec durant quelques heures (3 septembre). Un seul résultat décisif : l'amiral Hughes s'étant éloigné, Trinquemalé nous restait.

Victoire de Gondelour (1783). — Suffren laissa deux mille hommes dans cette place et se rendit à Achim, port hollandais de l'île de Sumatra, pour donner à ses hommes quelques semaines de repos. Il reprit la mer dans les der-

niers jours de décembre. Il n'avait toujours que douze vaisseaux à opposer aux dix-huit dont disposait maintenant l'amiral Hughes; mais il savait celui-ci à Bombay, et pour quelque temps il était maître de la mer. Il renouvela l'alliance avec Tippou-Sahib, fils de Haïder-Ali mort en décembre 1782. Tippou-Sahib, bien que les Anglais eussent envahi ses États et occupé sa capitale, promit à Suffren de ne pas quitter le Carnatic et d'y attendre les renforts importants que Bussy, l'ancien compagnon de gloire de Dupleix, amenait de France. Bussy arriva à Gondelour le 9 mars 1783, avec quatre vaisseaux de guerre, trente-cinq transports et deux mille cinq cents soldats.

Suffren, nommé chef d'escadre pour le combat de la Praya, était néanmoins placé sous les ordres de Bussy, commandant en chef des forces françaises de terre et de mer dans l'Inde. Mais Bussy était malade et ne fit rien. Tippou-Sahib, las d'attendre un effort qui ne se produisit pas, quitta le Carnatic pour se rendre sur la côte de Malabar. L'armée anglaise de Madras reprit l'offensive et rejeta les Français dans Gondelour. De nouveau les murs d'une place forte de troisième ordre constituaient les limites de nos possessions dans l'Indoustan. Suffren, qui, à Trinquemalé, poursuivait fiévreusement ses préparatifs pour être en mesure de braver les dix-huit vaisseaux de l'amiral Hughes, sortit du port le 11 juin pour courir, avec ses quinze vaisseaux, cette grosse aventure. Il atteignit l'ennemi, le 12, devant Gondelour. Le 20, après huit jours d'habiles et patientes manœuvres, il l'attaqua à fond, engageant toutes ses forces. En trois heures, chaque escadre comptait déjà près de cinq cents tués ou blessés, et plusieurs vaisseaux, de part et d'autre, étaient fort maltraités. Les Anglais abandonnèrent le champ de bataille, se retirant à Madras. C'était le succès le plus franc qu'eût remporté l'escadre depuis son arrivée dans l'Inde. Quelques jours plus tard,

Suffren apprit que la guerre avait cessé en Europe. Le 8 septembre, un courrier lui annonça que le roi l'avait nommé lieutenant général lorsqu'avaient été connus à la cour les combats des 17 février, 12 avril et 6 juillet 1782.

ÉTAT MARITIME DE LA FRANCE À LA FIN DE LA GUERRE. —Lorsqu'il rentra à Toulon en mars 1784, il put constater l'heureuse impression qu'avait faite en France cette série de belles batailles, et combien l'imagination populaire avait été frappée de ces exploits accomplis au fond de l'Orient. Le chagrin de la défaite de Grasse aux Saintes en était presque effacé, et le nom de Suffren, entre tous les noms de marins que les Français s'étaient habitués à prononcer avec le plus de fierté.

La France avait fait pendant la guerre pour l'indépendance américaine un effort maritime considérable. Après cinq années de guerre, en 1782, le nombre de ses bâtiments armés, de toutes catégories, s'élevait encore à trois cent vingt cinq. Le personnel fit souvent défaut; les cadres d'officiers étaient difficilement maintenus. De là, les embarras que rencontrèrent plusieurs de nos commandants en chef dans le maniement des forces placées sous leurs ordres, le défaut de concours qu'ils trouvèrent chez quelques-uns de leurs capitaines.

Les officiers généraux étaient en général excellents. Ils connaissaient à fond leur métier, les travaux scientifiques appliqués à la marine ayant été considérables depuis la guerre de Sept ans.* Mais cela même fit qu'ils devinrent

* A war which lasted from 1756 to 1763. The causes were the antagonism between Austria and Prussia and England's wish to crush the French colonial empire. There were two periods; during the first Frederic II of Prussia (Frederic the Great) fought, with some help from England, an uneven war against France, Russia, Poland, Austria, and Sweden. The genius of the Prussian king sustained him in this extremity. The second period saw the struggle transferred to the sea, between France and England, and later between France and Spain allied against the English.

pour la plupart des tacticiens experts plutôt que des hommes de guerre accomplis. Ce qu'on peut leur reprocher, c'est, dans certaines circonstances, d'avoir, par un excès de prudence professionnelle, se fiant trop exclusivement aux données de la science ou à l'expérience acquise, laissé échapper des occasions de succès qu'un peu d'audace leur eût permis de saisir.

Le comte d'Estaing, par sa bravoure téméraire, inspirait une admiration enthousiaste à ses soldats. Il lui arriva de se montrer presque timide dans le commandement en chef, de reculer devant une grande responsabilité.

C'est peut-être également pour n'avoir pas su se décider à temps, soit à combattre, soit à se retirer devant l'ennemi, que le comte de Grasse vit sa grande réputation sombrer dans le désastre des Saintes.

Suffren inaugura une révolution dans la stratégie navale. Il possédait l'art de vaincre selon les règles, n'ignorait rien des évolutions savantes ni des manœuvres classiques ; mais il y ajouta l'attaque à fond audacieuse, brutale : méthode à laquelle Nelson devra, quelques années plus tard, Aboukir et Trafalgar.

Dans les mers d'Europe, des forces considérables furent mises en ligne chaque année de part et d'autre, mais, les deux marines ayant à peu près la même valeur technique, et les chefs se faisant une guerre savante, presque circonspecte, les résultats furent constamment indécis. La lutte fut plus vive aux Antilles, avec des succès et des revers plus accentués. Le beau triomphe de Yorktown, dans l'Amérique du Nord, fut le résultat d'une combinaison ingénieuse, très habilement exécutée, qui fit concourir à l'achèvement d'un même dessein des forces de terre et de mer réunies de points très éloignés.

Traité de Versailles (1783). — Bien que cette guerre eût imposé aux grands États belligérants une dépense

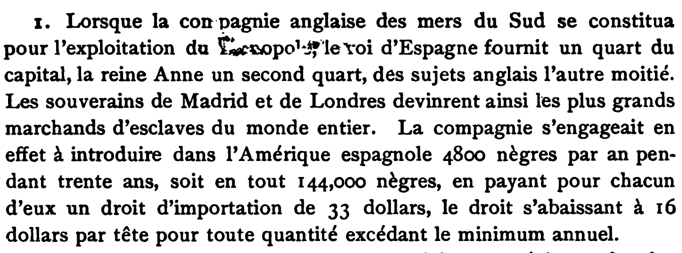
énorme d'hommes et de matériel, elle n'avait point épuisé leurs forces. L'Angleterre avait à flot, en janvier 1783, cent trente deux vaisseaux et cent cinquante frégates; les flottes réunies de France et d'Espagne comprenaient cent quarante vaisseaux de ligne, dont soixante à Cadix, prêts à faire voile pour les Antilles. La lutte pouvait donc recommencer dans les mers d'Amérique, dans celles d'Europe et dans celles de l'Inde. Mais depuis que l'Angleterre s'était résignée à concéder l'indépendance aux Américains, la guerre n'avait plus d'objet. Les Anglais ne l'avaient continuée en 1782 contre les Français et les Espagnols que par amour-propre.

Entre l'Amérique et la Grande-Bretagne, la cause, après Yorktown, était jugée. Le reste ne fut plus que formalités. Le ministère qui prit le pouvoir était composé d'amis de l'Amérique insurgée; il n'en voulait point aux anciennes colonies de leur triomphe sur la prérogative royale et sur la majorité "tory." Shelburne, lié de longue date à Franklin, était tout disposé à reconnaître l'indépendance des États-Unis, même à faire de magnanimes concessions à la nouvelle nation. Il dut cependant, pour le décorum, paraître discuter les conditions de paix. Franklin, John Jay, John Adams, chargés des négociations par le Congrès, négligèrent leurs instructions, qui leur enjoignaient de ne traiter que de concert avec la cour de France. Jay et Adams se méfiaient plus de Vergennes que de Shelburne. Les pourparlers se prolongèrent jusqu'au 30 novembre 1782. Ce jour-là furent signés des préliminaires de paix aux termes desquels l'Angleterre reconnaissait officiellement l'indépendance des États-Unis, et leur abandonnait tout le territoire entre les Alleghanys et le Mississippi, et dont Vergennes avait pensé à conserver une partie pour l'Espagne.

Ces préliminaires, qui concernaient l'Amérique et dont Vergennes fut avisé seulement après qu'ils furent arrêtés,

ne devinrent définitifs qu'en mars 1783 par la conclusion des accords entre l'Angleterre, la France et l'Espagne, le tout constituant le traité de Versailles, signé définitivement le 3 septembre 1783. Le point essentiel était obtenu : l'indépendance des États-Unis (qui coûtait à la France, outre ses sacrifices d'hommes, un milliard et demi de francs). L'île de Minorque et les Florides étaient rendues à l'Espagne. L'article du traité d'Utrecht relatif à Dunkerque était effacé. L'Angleterre rentrait dans ses possessions aux Antilles et en Asie, mais rendait à la France les cinq villes de l'Indoustan ; Tabago et Sainte-Lucie, Saint-Pierre et Miquelon, en Amérique ; Gorée et le Sénégal, en Afrique.

NOTES.



1. Lorsque la compagnie anglaise des mers du Sud se constitua pour l'exploitation du monopole, le roi d'Espagne fournit un quart du capital, la reine Anne un second quart, des sujets anglais l'autre moitié. Les souverains de Madrid et de Londres devinrent ainsi les plus grands marchands d'esclaves du monde entier. La compagnie s'engageait en effet à introduire dans l'Amérique espagnole 4800 nègres par an pendant trente ans, soit en tout 144,000 nègres, en payant pour chacun d'eux un droit d'importation de 33 dollars, le droit s'abaissant à 16 dollars par tête pour toute quantité excédant le minimum annuel.

2. Elle portait, entre autres troupes anglaises, un régiment de 3600 hommes, formé de contingents de presque toutes les colonies britanniques de l'Amérique du Nord, et commandé par le gouverneur de la Virginie.

3. Tué dans un combat, et non assassiné, comme on l'a prétendu trop longtemps à tort.

4. Le temps amena bien des adoucissements aux rigeurs absurdes de cette législation. Le traité d'Utrecht autorisa le commerce entre l'Angleterre et l'Espagne et leurs possessions effectives "partout où des relations de trafic s'étaient déjà établies." Walpole encouragea positivement le commerce des colonies avec divers pays d'Europe, fermant les yeux aux plus criantes "irrégularités."

5. Pas un dixième des 1,500,000 livres de thé consommées annuellement dans les colonies ne venait de l'Angleterre.

6. Des juges anglais avaient décidé que la Chambre des communes pouvait légalement taxer les colonies. Celles-ci n'avaient jamais admis cette prétention. Sous George I et George II, diverses propositions furent faites pour un système général de taxation coloniale. Sir William Keith, gouverneur de la Pensylvanie, en proposa un à Walpole, qui le rejeta en disant : "J'ai déjà contre moi la vieille Angleterre ; pensez-vous que je veuille avoir aussi la nouvelle ?"

7. C'est à cette occasion que Patrick Henry prononça dans l'assemblée virginienne son fameux discours où il dit : " César a eu son Brutus, Charles I son Cromwell, George III. . . . Trahison, trahison ! s'écrièrent quelques voix — peut profiter de leur exemple," acheva Henry.

8. Entre autres, le procès intenté en 1761 par des officiers de la douane royale à Boston contre la police locale pour refus d'aide contre des contrebandiers. La cour suprême du Massachusetts rendit un verdict en faveur des officiers de la douane, mais James Otis s'acquit une énorme popularité en plaidant pour la police locale.

9. Le Parlement Anglais vota en 1774, sous le nom de " Quebec Act," en vue d'empêcher la rébellion des colonies de gagner le Canada, un bill confirmant, en les précisant, les garanties déjà données en 1760 par la capitulation de Montréal : régime du vieux droit français (coutume de Paris) ; pour le clergé de l'Eglise catholique, la jouissance de ses privilèges, la possession de ses biens, la pleine liberté de l'exercice du culte. L'autorité législative était déférée à un conseil nommé par la Couronne, le pouvoir exécutif confié à un gouverneur, la réunion d'une assemblée indéfiniment ajournée.

Les catholiques tenaient peu à une assemblée représentative. Ils accueillirent avec faveur au contraire une stipulation du "Quebec Act," qui leur ouvrait l'accès aux emplois de la Couronne. Les propriétaires fonciers furent également satisfaits de la restauration des lois françaises. On chercha enfin à gagner la noblesse de la Nouvelle-France en lui offrant des grades dans une armée canadienne qu'on se proposait de former. Lorsque Carleton, qui avait conseillé ces mesures, arriva à Quebec en qualité de gouverneur du Canada, il fut reçu par l'évêque entouré de tout son clergé, et les protestations les plus vives de dévouement lui furent adressées. Cependant les Canadiens ne se montrèrent pas plus enclins à servir l'Angleterre qu'à se joindre aux colonies révoltées. Le " Quebec Act " valut au moins à la Grande-Bretagne la neutralité et l'immobilité des populations françaises du Canada.

10. Le 6 mai 1776, l'ancienne Assemblée de la Virginie, étant définitivement dissoute, des délégués des comtés s'assemblèrent en " Convention," au nombre de cent trente. Ils adoptèrent, le 15, des résolutions présentées par Pendleton, Nelson et Henry, portant que les délégués de la Virginie au Congrès devraient proposer à cette Assemblée une déclaration d'indépendance des Colonies-Unies. Les résolutions étaient ainsi formulées : "Les délégués virginiens proposeront au Congrès de déclarer que les Colonies-Unies sont des États libres et indépendants, dégagés de toute allégeance ou dépendance à l'égard de la Couronne ou du Parlement de la Grande-Bretagne. Ils donneront

leur assentiment à une déclaration conçue en ces termes, ainsi qu'aux mesures propres à la conclusion d'alliances étrangères et à l'établissement d'une confédération des États, sous la réserve que chaque État conservera le pouvoir de former, par sa législature particulière, son propre gouvernement et de régler ses affaires particulières." Ces résolutions adoptées, l'étendard royal, qui jusqu'alors avait continué de flotter sur la maison d'État, fut abattu.

Un comité de trente-deux membres fut constitué le 16 pour préparer une déclaration des droits et un plan de gouvernement. Mason, qui avait succédé à Washington dans la représentation du comté de Fairfax, rédigea la déclaration. Celle-ci fut présentée le 27 mai, discutée pendant quinze jours et adoptée à l'unanimité, le 12 juin. On y lisait ces belles paroles : " La nature fait tous les hommes également libres." Les nobles virginiens qui approuvèrent ce texte oubliaient les 500,000 esclaves occupés à la culture des champs de l'aristocratie du Sud. La déclaration disait encore : " La nature a donné à tous les hommes des droits absolus dont ils ne peuvent, quand ils entrent en société, priver par aucun contrat leur postérité : ces droits se rapportent à la vie, à la liberté, aux moyens d'acquérir et de conserver la propriété, de poursuivre et d'obtenir le bonheur et la sécurité. Tout pouvoir dérive du peuple, dont les magistrats ne sont que les mandataires et les serviteurs. Un gouvernement est institué pour le bonheur du peuple ; s'il ne répond pas à cette fin, une majorité du peuple a le droit de l'abolir. Aucun office public ne doit être héréditaire."

La Constitution nouvelle fut adoptée le 29 juin. La Convention, se transformant alors en Assemblée provisoire, élut Patrick Henry pour gouverneur. Le lendemain, 1er juillet, entra en vigueur la première Constitution de la Virginie indépendante.

La population des Colonies s'élevait en 1775 à 2,700,000 habitants, dont 600,000 noirs environ. De ces derniers la Virginie possédait le plus grand nombre. La constitution virginienne ne contenait aucune clause prévoyant une abolition, même graduelle, de l'esclavage.

11. Une lettre de Kalb, du 24 septembre 1777, au comte de Broglie, contient ce jugement un peu imprévu sur le commandant en chef de l'armée américaine : " Je ne vous ai encore rien dit du caractère du général Washington. C'est l'homme le plus aimable, le plus honnête ; mais comme général il est trop lent, même indolent, beaucoup trop faible et ne laisse pas d'avoir sa dose de vanité et de présomption. Mon opinion est, que, s'il fait quelque action d'éclat, il la devra toujours plus à sa fortune ou aux fautes de ses adversaires qu'à sa capacité. Je dirai même qu'il ne sait pas profiter des fautes les plus

grossières de l'ennemi." Et Kalb ajoute : "Il n'a pu encore se défaire de son ancienne prévention contre les Français." Cette appréciation, fort injuste, était sans doute l'écho de ce que disaient tout haut au Congrès les amis de plusieurs généraux, jaloux du commandant en chef. Trenton, Princeton, Monmouth, Yorktown, protestent contre ces accusations de mollesse, pour ne point parler de celle d'incapacité.

12. Après 1763, la France n'avait plus de vaisseaux, Choiseul, en fit reconstruire. Il restait heureusement un bon personnel d'officiers, de matelots et d'ingénieurs savants ; Sartine continua sous Louis XVI l'œuvre de Choiseul. Il rétablit la discipline et le sentiment de la dignité professionnelle dans les rangs des officiers de mer. En quelques années d'une impulsion énergique et intelligente, jaillit, comme une protestation contre les hontes passées, la belle marine de Louis XVI, où s'illustrèrent d'Estaing, d'Orvilliers, de Grasse, Guichen, Lamotte-Picquet, Suffren, et qui tint en échec dans les mers d'Europe, d'Amérique et d'Asie toutes les forces navales de la Grande-Bretagne. Non pas que ces émules des Duquesne et des Tourville aient remporté de ces victoires éclatantes qui décident du sort d'une guerre ; les grandes batailles navales qui seront livrées durant les cinq années de 1778 á 1783 seront des batailles indécises et nous subirons une grande défaite. Mais c'est beaucoup déjà que notre marine, ressuscitée après quatre-vingts ans de décadence, pourra braver les flottes d'Angleterre, si bien équipées, et commandées par des hommes comme Keppel, Byron, Rodney.

13. La Fayette débarqua avec ses compagnons à Georgetown, dans la Caroline du Sud. On leur fit fête à Charleston, capitale de l'État, mais le voyage par terre, de Charleston à Philadelphie, trente-deux jours, fut des plus pénibles, et la façon dédaigneuse avec laquelle ils furent reçus à leur arrivée les stupéfia. Le moment était peu favorable. Les Français qui les avaient précédés, ceux notamment qui accompagnaient Du Coudray, avaient, par leur attitude arrogante et leur incapacité prétentieuse, jeté un grand discrédit sur la classe d'aventuriers européens que ne cessait d'envoyer Deane. On eut plus d'égards pour La Fayette, à cause de son nom et de son rang. Comme il se plaignait du peu de considération que lui témoignait le Congrès, on lui envoya "un chariot à quatre chevaux" pour faire cesser ses plaintes. On le confia à Washington, qui se prit d'amitié pour lui et l'employa comme une sorte d'officier d'ordonnance. La Fayette avait offert de servir comme volontaire, sans solde, mais avec le grade stipulé dans son engagement. On lui donna satisfaction. Il fut fait major-général, sans solde, il est vrai, et sans commandement.

Quant aux officiers qui s'étaient embarqués avec lui, et que son propre succès lui fit quelque peu oublier (Kalb, Mauroy, Valfort, Fayolles, Franval, Dubuysson, Gimat, Dubois-Martin, Vrigny, Bedaulx, Colombe, Capitaine, Candon), le Congrès résolut de les renvoyer en Europe en payant leurs dépenses de voyage et de séjour. Il en coûta 18,000 livres ; au commencement de 1778, la plupart des Français qui s'étaient rendus en Amérique sur la Victoire avaient déjà quitté l'Amérique.

Kalb resta néanmoins et Dubuysson, qu'il garda avec lui. Le 11 octobre, Kalb raconte au comte de Broglie, qui s'intéressait vivement aux choses d'Amérique et avait rêvé d'y être appelé comme stathouder,* la bataille de Germantown à laquelle il a assisté. Le 2 novembre, il lui énumère les officiers français qui servent dans les rangs américains : La Fayette, Du Portail, La Radière, Laumoy, Govion, Conway, Fleury, Mauduit, Failly, Malmédy, La Balme. Il raconte aussi la mort récente de Du Coudray noyé dans le Schuylkill. (Voir la correspondance de Kalb avec Mme. de Kalb et avec le comte de Broglie, et une lettre de Dubuysson à ce dernier, septembre 1777, documents publiés par M. Doniol dans *La Participation de la France.*)

La Fayette fut blessé à la bataille de la Brandywine. Au mois de décembre suivant, sur la proposition de Washington appuyant un rapport élogieux de Greene sur cette journée, le Congrès décida de lui confier une division. Kalb, peu de temps après, fut chargé également du commandement d'une division avec le grade de major-général. La Fayette rendit les plus grands services à la cause des insurgents, et les Américains de toutes les générations lui ont payé un large tribut de reconnaissance.

14. Cet officier était à Paris, au moment où la guerre éclatait entre la France et l'Angleterre. Il voulait aller prendre du service dans son pays, mais ses créanciers ne le laissaient point partir. Le vieil esprit chevaleresque poussa le maréchal de Biron à prêter mille louis à Rodney pour que celui-ci pût aller combattre la France.

15. Les procédés dont l'Angleterre usait contre les navires de commerce de toutes les puissances de l'Europe amenèrent la formation, en 1780, de la Ligue des Neutres, comprenant la Russie, les États Scandinaves et la Hollande. Comme celle-ci n'avait ni flotte, ni approvisionnements, aucun moyen sérieux de défense, et que ses possessions coloniales offraient une riche proie à saisir, l'Angleterre lui déclara la guerre. Rodney s'empara sans coup férir de l'île de Saint-Eustache

**stathouder* (Dutch), governor of the cities. That title was the one used by the chief of the Dutch Republic, and became illustrious through William the Silent.

(février 1751) et de deux cents bâtiments de commerce qui se trouvaient dans le port. Il fit main basse sur tout ce qui se trouvait dans l'île, marchandises étrangères ou hollandaises, propriété publique ou privée, vendit une partie des dépouilles à l'encan et expédia le reste en Angleterre. Mais Lamotte-Picquet surprit le convoi et son escorte, qu'il ramena triomphalement à Brest (avril 1781). Six mois plus tard, le marquis de Bouillé enleva Saint-Eustache aux Anglais.

BIBLIOGRAPHIE.

Vallée du Mississipi. — JOHN W. MONETTE, History of the Discovery and Settlement of the Mississippi Valley, 2 vol., New-York, 1846. — DUMONT, Mémoire historique de la Louisiane, 2 vol., 1753. — DU PRATZ, Histoire de la Louisiane, 3 vol., 1758. — CH. GAYARRE, Louisiana: its Colonial History and Romance, Series of Lectures, New-York, 1851–1854; History of Louisiana, 5 vol., New-York, 1851–1854. — B. F. FRENCH, Historical Collections of Louisiana, 5 vol., 1846–1853.

La Lutte pour le Canada. — MANTE, History of the Late War in North America, 1757–1763. — RODGERS, Journal of the French War, 1765. — BURNABY, Travels through the Middle Settlements of North America, 1759–1760. — PARKMAN, Montcalm and Wolfe; History of the Conspiracy of Pontiac, Boston, 1880. — J. DOYLE, The American Colonies previous to the Declaration of Independence, London, 1869. — H. C. LODGE, English Colonies (condition sociale des Colonies au temps du Congrès de 1765), New-York, 1881. — Documents et histoires générales ci-dessous.

La Révolution Américaine. — DOCUMENTS. — American Archives, de PETER FORCE, 9 vol. in-fol., Washington, 1833–1837, publication qui devait comprendre six séries de volumes et constituer une "Histoire documentaire," de 1492 à 1789. Les neuf volumes parus, formant la quatrième série et la moitié de la cinquième, comprennent les documents relatifs à la période de 1760 á 1776. — The Journals of Congress, de 1774 à 1788, 13 vol. in-8, Philadelphie, réimprimés à Washington en 4 volumes in-8, 1823. — The Diplomatic Correspondence of the American Revolution, édit. par JARED SPARKS, 12 vol., Boston, 1829, 1830; id., WHARTON. — Facsimiles of Manuscripts in European Archives, relatifs à l'Amérique, 1773–1783, par B. F. STEVENS, publication en cours, 20 volumes parus, Londres, 1890–1895. — Histoire de l'action commune de la France et de l'Amérique, par AD. DE CIRCOURT, documents originaux inédits, t. III, à la suite de la traduction du volume X de l'Histoire des États-Unis de BANCROFT (ancienne édition), Paris, 3 vol.,

1876. — Histoire de la participation de la France à l'établissement des États-Unis (correspondance diplomatique et documents de toute sorte puisés aux Archives Nationales et aux Archives des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine à Paris), par HENRI DONIOL, 4 vol., gr. in-4, Paris, 1886–1890, Imprimerie Nationale. — Papers of the old Congress, Department of State. — Steuben Papers, New-York Historical Society. — Collection du Magazine of American History; publications de l'" American Historical Association " et des Sociétés historiques des divers États, surtout celles du Massachusetts, dont le I volume parut en 1792.

Œuvres et Correspondance (Works, Letters, Writings and Papers) des principaux acteurs de la révolution, éditées par divers. — Correspondance et écrits de G. Washington, par JARED SPARKS, trad. française Paris, 1851. — The Works of Benjamin Franklin, par JARED SPARKS, 10 vol., Boston, 1836–1850; Philadelphie, 1858; Londres, 1881; Correspondance politique et littéraire, de 1753 à 1790, Paris, 1817. — The Life of Benjamin Franklin, written by himself, now first edited from original manuscripts, by JOHN BIGELOW, 3 vol., Philadelphie, 1875. — Franklin in France, from original documents, par EDWARD HALE, 2 vol., Boston, 1887. — Library of American Biography, par JARED SPARKS, 10 vol., New-York, 1853. — Séries biographiques diverses (Lives of American Worthies, etc.). — Biographies: B. Franklin, par J. PARTON, 2 vol., New-York, 1864; Nath. Greene, général de la Révolution, par G. W. GREENE, 3 vol., New-York, 1868; G. Washington, par MARSHALL, 5 vol., Philadelphie, 1804–1807; par WASHINGTON IRVING, 5 vol., New-York 1856–1860; James Otis, par J. TUDOR, Boston, 1823; Samuel Adams, par WELLS, 3 vol., Boston, 1865; Patrick Henry, par W. WIRT, New-York, 1860, 15e éd.; John Adams, par CH. FR. ADAMS, son petit-fils, Boston, 1856; Th. Jefferson, par RANDALL, 3 vol., New-York, 1858; par J. PARTON, Boston, 1874; lord Shelburne, par lord EDMOND FITZ-MAURICE, Londres, 1876.

Histoires Générales. — G. BANCROFT, vol. IV à VI de l'édition de 1876. — HILDRETH, vol. III de la première série, nouv. éd., New-York, 1879. — BRYANT et GAY, vol. III de l'Histoire populaire, New-York, 1879. — J. GRAHAME, vol. IV de The History of the Rise and Progress till the Declaration of Independence, Philadelphie, 1845. — R. FROTHINGHAM, The Rise of the Republic, Boston, 1872. — T. PITKIN, Political and Civil History of the United States to 1797, 2 vol., New Haven, 1828. — LECKY, History of England in the Eighteenth Century, 4 vol., [illegible]s, 1878. — LORD STANHOPE, History of England, from 1715 to [illegible] vol., 3e éd., Londres, 1853. — J. WINSOR, Narrative and Critical


The Athenæum Press
Ginn & Company